



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

---

AGRI • NUMÉRO 005 • 1<sup>re</sup> SESSION • 41<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le mardi 18 octobre 2011**

—  
**Président**

**M. Larry Miller**



## Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 18 octobre 2011

• (1530)

[Traduction]

**Le président (M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC)):** La séance est ouverte.

Selon l'ordre du jour, la séance d'aujourd'hui est divisée en deux volets d'une heure chacun.

Avant d'entendre les témoins, nous devons demander un budget. Ce budget nous permettra de réaliser l'étude qui a été approuvée hier et recommandée par le sous-comité et d'accueillir des témoins qui s'exprimeront sur le sujet. Nous demandons 78 100 \$ pour étudier le cadre Cultivons l'avenir 2.

Je demanderais à quelqu'un de proposer qu'on adopte la motion.

D'accord: la motion a été proposée par M. Allen et appuyée par M. Payne.

Y a-t-il des commentaires?

(La motion est adoptée.)

**Le président:** Je vous remercie beaucoup.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins.

Nous entendrons M. Gordon Bacon, de Pulse Canada. Merci d'être ici, Gordon.

M. Rene Van Acker, professeur et doyen associé de l'Université de Guelph, témoignera à titre personnel par vidéoconférence depuis Guelph. Bienvenue, monsieur Van Acker.

Pouvez-vous nous entendre?

**M. Rene Van Acker (professeur et doyen associé, Relations extérieures, University of Guelph, à titre personnel):** Oui, je vous entends.

**Le président:** Vous disposerez d'au plus 10 minutes pour faire votre déclaration préliminaire.

Nous allons commencer par vous, monsieur Bacon.

**M. Gordon Bacon (premier dirigeant, Pulse Canada):** Merci, monsieur le président.

Bon après-midi à tous les membres du comité.

Nombre d'entre vous connaissent déjà Pulse Canada. Il s'agit d'une association industrielle nationale qui représente les producteurs de légumineuses de l'Ontario, de la Saskatchewan, de l'Alberta et du Manitoba. Pulse Canada compte également parmi ses membres l'Association canadienne des cultures spéciales, qui représente les transformateurs, les exportateurs et les fournisseurs de services de l'industrie des pois, des lentilles, des haricots et des pois chiches. Notre association travaille également de façon non officielle avec un vaste éventail de groupes agricoles canadiens et avec nos homologues aux États-Unis, en Australie et d'autres pays producteurs et importateurs de légumineuses.

En tant qu'association nationale, Pulse Canada a pour mandat de trouver des façons d'améliorer la rentabilité de l'industrie des légumineuses au Canada. Pour que nos activités soient rentables, nous devons accroître la demande. Pour accroître la demande, nous devons offrir des produits de qualité. Et pour obtenir des produits de qualité, nous devons maîtriser les coûts. Alors je pourrais probablement résumer tout ce que je veux vous dire aujourd'hui et proposer un objectif pour les initiatives gouvernementales et celles qui émanent conjointement du secteur gouvernemental et du secteur privé en utilisant les trois mots clés suivants: améliorer la qualité et l'efficacité.

Notre travail consiste à améliorer sans cesse la qualité des produits agricoles canadiens, de même que l'efficacité de leur mise en marché. Pour améliorer la qualité des produits agricoles, nous devons innover, et, dans le domaine de l'agriculture, l'innovation passe par des investissements dans les secteurs tant public que privé. Nous pourrions certes discuter longuement au sujet des investissements qui sont nécessaires pour accroître la qualité des produits. Il s'agit d'un aspect important qui nous amène à nous demander si nous pouvons clairement démontrer la mesure dans laquelle nous faisons preuve d'innovation.

Les investissements au chapitre de la science et de l'innovation, et plus particulièrement dans les secteurs qui contribuent à accroître la qualité des produits agricoles, comme la santé, la nutrition et la durabilité environnementale, donnent déjà un second souffle à l'agriculture canadienne, et ces investissements, c'est-à-dire ceux qui permettent d'accroître la qualité des produits agricoles canadiens, doivent se poursuivre.

Toutefois, aujourd'hui, je voudrais insister sur les politiques publiques qui aideront à améliorer l'efficacité et qui, par le fait même, contribueront à rendre le secteur agricole plus concurrentiel.

Comme vous le savez, le Canada est le plus gros producteur et exportateur de pois et de lentilles dans le monde, et il joue un rôle de premier plan sur le marché mondial des légumineuses. Comme n'importe quelle équipe qui occupe le premier rang le sait, nous ne pouvons nous permettre de nous reposer sur nos lauriers.

Les préoccupations liées à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire à l'échelle mondiale et la hausse du prix des aliments ont amené les gouvernements de l'Asie et du Moyen-Orient à faire des investissements stratégiques, et ces investissements visent à accroître la production alimentaire en Europe de l'Est et en Afrique. Je crois que ces investissements donneront vraiment du fil à retordre aux exportateurs canadiens dans un proche avenir.

Et si nous devons nous rafraîchir la mémoire pour ce qui est de la rapidité avec laquelle le monde change, nous pouvons simplement regarder deux ou trois exemples; la Chine et la Russie sont mes deux exemples préférés. Nous n'avons pas à remonter bien loin en arrière: alors que, il n'y a pas si longtemps, la Chine était un grand pays exportateur de certains produits agricoles, elle importe maintenant de 50 à 60 millions de tonnes de fèves de soya. La Russie, qui, pendant de nombreuses années, était un marché important pour le blé canadien, est maintenant l'un de nos concurrents sur les marchés internationaux.

Autrement dit, l'évolution rapide des marchés et le temps qu'il nous faut pour apporter nos propres changements montrent toute l'importance de créer un secteur agricole dynamique et innovateur. Je crois que l'industrie a davantage besoin d'investissements en innovation que d'investissements voués à la stabilisation. À ce propos, en ce qui concerne les investissements actuels du gouvernement dans le domaine de l'agriculture, je crois que plus de 90 p. 100 de ceux-ci sont consacrés aux programmes de protection du revenu et de stabilisation.

Le marché des produits de base est caractérisé par la concurrence des prix. En tant qu'exportateurs de produits de base, nous devons trouver des moyens d'abaisser les coûts tout en améliorant notre efficacité. Ce n'est pas facile à faire, mais c'est la réalité lorsqu'on exporte des produits de base dans un marché libre. Les investissements en innovation doivent avant tout contribuer à rendre nos produits plus concurrentiels sur les marchés des produits de base, et nous devons chercher activement des moyens pour faire en sorte que les produits agricoles canadiens ne se distinguent pas uniquement par leur bas prix sur les marchés.

La compétitivité d'un secteur d'exportation repose sur l'accès aux débouchés commerciaux, et je voudrais aborder brièvement les considérations importantes liées à l'accès aux marchés. Cela suppose qu'on tienne compte des défis et des possibilités liés aux obstacles tarifaires, aux obstacles non tarifaires et au transport.

D'abord, en ce qui concerne les obstacles tarifaires, disons les choses comme elles sont: le secteur agricole canadien ne peut être concurrentiel en présence de tarifs douaniers. Tandis que les discussions sur les accords commerciaux multilatéraux piétinent depuis plus de deux ans, Pulse Canada est un défenseur — ardent et de longue date — des accords commerciaux bilatéraux. Dans une économie axée sur les exportations, l'élimination des tarifs douaniers est un élément essentiel de la politique gouvernementale, et les efforts en ce sens doivent être maintenus. Je pourrais peut-être donner juste un exemple pour montrer à quel point cela est important.

• (1535)

Il y a environ six ans, les États-Unis ont conclu des accords commerciaux avec le Maroc. Par conséquent, à compter de 2012, les producteurs américains jouiront d'un avantage tarifaire de 30 p. 100 par rapport aux producteurs de pois canadiens et d'un avantage tarifaire de 2,8 p. 100 par rapport aux producteurs de lentilles canadiens. Heureusement, nous avons au moins amorcé des discussions avec le Maroc, car, même si les droits de douane ne sont inférieurs que de 2,8 p. 100, les producteurs canadiens pourront difficilement se démarquer sur le marché marocain. La dure réalité, c'est que les pois canadiens aboutiront peut-être au Maroc, mais ils ne seront pas considérés comme des pois canadiens parce qu'ils auront transité par un autre pays pour ne pas être assujettis à des droits de douane supérieurs.

La parité tarifaire et l'accès à des contingents d'importation comparables à ceux de nos concurrents sont deux aspects qui doivent demeurer en tête de liste des priorités en matière de politiques gouvernementales. Les investissements alloués à la négociation d'accords commerciaux constituent une excellente forme d'investissements dans le domaine de l'agriculture.

Les obstacles non tarifaires nuisent tout autant aux exportations. Je parle ici des politiques de tolérance zéro, des exigences phytosanitaires à l'importation, des différentes à l'égard des limites maximales de résidus de pesticides et des restrictions quant à la présence de mycotoxines et de métaux lourds. Le principal problème tient au fait que différents gouvernements utilisent des approches différentes lorsqu'ils érigent des obstacles non tarifaires. Cette situation complique énormément les échanges commerciaux.

Il est très important de recourir à des approches uniformes à l'échelle mondiale. C'est pourquoi il faut absolument faire pression sur les pays de l'OCDE pour qu'ils examinent conjointement le processus d'homologation des pesticides et inciter le gouvernement du Canada à jouer un rôle de chef de file au sein de la Commission du Codex Alimentarius, organisme de réglementation de la salubrité des aliments établi par l'Organisation mondiale de la santé et la FAO.

Au cours d'une récente réunion organisée par les directeurs des organismes internationaux de réglementation des pesticides, Pulse Canada a proposé l'adoption d'une approche mondiale d'homologation des pesticides. Si nous avons fait une telle proposition, c'est qu'il y a un problème avec les pesticides utilisés depuis longtemps et ceux qui viennent d'apparaître sur le marché, en ce sens que les limites maximales de résidus pour les pesticides diffèrent d'un pays à l'autre dans le monde. Bien que l'ARLA du Canada ait été la première à communiquer à ses partenaires internationaux les résultats de ses examens du processus d'homologation des pesticides, nous craignons fort que l'ARLA ne dispose pas des ressources nécessaires pour continuer dans cette voie et prendre l'initiative des démarches qui s'imposent.

À cela s'ajoute le fait que le Codex ne prévoit pas de seuils de tolérance à l'égard d'un grand nombre de produits canadiens. Par exemple, 13 des 17 pesticides utilisés dans la culture des lentilles ne font l'objet d'aucune norme du Codex.

Le Canada est bien placé pour faire preuve du leadership nécessaire sur les tribunes internationales, mais il faudra qu'on alloue du financement aux organismes de réglementation canadiens pour que ceux-ci puissent continuer de militer en faveur de changements à l'échelle internationale.

La mise en quarantaine de produits végétaux a également une très grande incidence sur les échanges commerciaux. Si nous reconnaissons bien la nécessité de prendre des mesures pour restreindre l'introduction d'espèces envahissantes, il existe de nombreux exemples où le recours à la quarantaine se fait de façon incohérente et sans tenir compte des répercussions que l'imposition de ces règles peut avoir sur le commerce. L'exportation de graines à canaris canadiennes vers le marché mexicain est un autre bon exemple de situation où le processus a déraillé, car les approches adoptées au Mexique ne sont pas fondées sur des données scientifiques.

En ce qui concerne les politiques gouvernementales, nous croyons que le Canada doit assumer clairement un rôle de chef de file et s'appliquer à éliminer les obstacles non tarifaires au commerce. Pour ce faire, le gouvernement du Canada devra investir davantage dans les efforts visant à promouvoir le recours à une approche mondiale concernant la réglementation des pesticides, à se faire le champion de méthodes scientifiques fondées sur l'atténuation du risque pour éliminer les obstacles non tarifaires au commerce, comme les OGM, les semences contaminées par le sol ou les graines de mauvaises herbes et à amener le Codex dans le XXI<sup>e</sup> siècle et veiller à ce qu'il contienne des renseignements à jour. En outre, ces mesures contribueront à rendre le secteur agricole plus concurrentiel.

Enfin, je voudrais parler du transport et de l'importance qu'il revêt dans une économie axée sur les exportations. Je vais simplement vous raconter une anecdote: dernièrement, nous avons signé un accord de libre-échange avec la Colombie pour éliminer certains obstacles tarifaires. Toutefois, un importateur colombien nous a fait remarquer que le Canada, même s'il bénéficiait d'un avantage tarifaire de 15 p. 100, achopperait sur différents obstacles non tarifaires parce que les exportateurs canadiens ne sont pas considérés comme une source fiable de produits. Cet importateur a dû attendre 50 jours avant qu'un navire soit chargé à Vancouver.

Au chapitre du transport, nous devons nous efforcer de remplir les engagements que nous avons pris à l'égard de nos clients et d'assurer l'acheminement rentable de nos produits, et, pour vous dire franchement, nous ne sommes pas encore rendus là. L'hiver dernier, au port de Vancouver, les frais de surestaries étaient cinq fois supérieurs à la moyenne et trois fois supérieurs à ceux de l'année précédente. Un responsable du port de Vancouver a déclaré qu'il n'avait jamais vu une telle situation, impression qui était partagée par l'importateur colombien.

Lorsque l'une des solutions qui est proposée consiste à installer plus de points d'ancrage dans le port de Vancouver, cela donne à penser que nous ne faisons pas vraiment attention aux problèmes qui portent atteinte à notre réputation internationale et qui ont une incidence sur nos coûts.

• (1540)

Nous devons donc améliorer l'efficacité des systèmes de manutention et la logistique. Dans ce but, nous pouvons commencer par mettre rapidement en oeuvre toutes les mesures annoncées par le gouvernement le 18 mars dernier.

La mise en place d'un outil de mesure du rendement nous permettrait de savoir si nous réalisons de véritables progrès. Nous ne pouvons accepter que des frais de surestaries exorbitants soient imposés et que des navires porte-conteneurs prévoient régulièrement jusqu'à 40 p. 100 de fret supplémentaire pour être certains d'être pleinement chargés au moment de quitter le Canada. Ces coûts sont payés à même les poches des fermiers et nuisent clairement à notre position concurrentielle.

Pulse Canada appuie fermement toute mesure législative autorisant les expéditeurs à conclure des accords sur les niveaux de service et à définir les types de services qui doivent faire l'objet de négociations, de façon à ce que la logistique soit plus prévisible.

En conclusion, nous reconnaissons que les dépenses du gouvernement doivent être proportionnelles à ses revenus. Il serait irresponsable de ma part de simplement suggérer que nous dépensions plus d'argent. Nous croyons plutôt que, dans le cadre de son examen de l'accord Cultivons l'avenir 2 et des politiques stratégiques nécessaires pour appuyer les initiatives conjointes des

secteurs privé et public, le gouvernement doit aligner les rôles qu'il jouera sur les besoins de l'industrie.

Tandis que le gouvernement procède à l'examen stratégique et fonctionnel de l'accord Cultivons l'avenir 2, il est particulièrement important qu'il envisage la possibilité d'investir encore plus dans les domaines jugés indispensables. En outre, le gouvernement devrait mettre davantage l'accent sur l'innovation qui permet au secteur de l'agriculture de se diversifier au-delà du commerce mondial des produits de base.

Monsieur le président, mon temps est écoulé. Je conclurai sur ces commentaires.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup. Nous vous reviendrons durant les questions.

Monsieur Van Acker, vous disposez d'au plus 10 minutes.

Je crois que nous vous avons vu à l'université lorsque nous y avons tenu des audiences l'an dernier.

**M. Rene Van Acker:** C'est exact, oui. Je suis content de vous voir.

**Le président:** Et nous sommes également heureux de vous voir.

Vous avez dix minutes; allez-y, je vous prie.

**M. Rene Van Acker:** Je tiens à remercier le comité de me donner l'occasion de m'exprimer. Mes commentaires porteront sur l'avenir du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada et sur les possibilités et les défis qui l'attendent.

Le contexte qui définit l'avenir de l'agriculture est important. Nombre de choses ont changé au cours de la dernière décennie, et cette évolution s'accélère. Je voudrais mettre ces changements en contexte en abordant les questions et les idées qui sont à la base des considérations liées à l'adoption d'une stratégie progressive à l'égard du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada.

Ce secteur fait face à une croissance rapide des exigences qui lui sont imposées. Comme nous le savons tous, par le passé, les gens voulaient obtenir des produits bruts sains et fiables ainsi que des aliments sains de grande qualité et savoir que les terres agricoles étaient aménagées ou gérées de façon appropriée. Aujourd'hui, il doit tenir compte d'un nombre de nouvelles préoccupations, comme les suivantes: une eau saine; des produits de créneau sains et de grande qualité; des sources d'énergie propre; un sentiment d'appartenance à la terre; des produits pour la santé et le mieux-être; un environnement sain; une diversité culturelle; un aménagement judicieux du territoire; des collectivités rurales dynamiques; des possibilités économiques; la sécurité alimentaire; et la souveraineté alimentaire.

Certains points importants doivent être soulevés en ce qui concerne cette situation. Premièrement, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada doit répondre à des exigences croissantes. Ces exigences ne peuvent être substituées les unes aux autres. Le plus grand défi que le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire canadien devra peut-être relever, c'est que, quel que soit le nombre de ces exigences, il ne pourra pas choisir de répondre à celle-ci ou celle-là, mais à celle-ci et celle-là. Deuxièmement, de plus en plus, ces exigences se rapportent non seulement aux produits qui sont cultivés, mais également à la façon dont ceux-ci sont cultivés. Troisièmement, ces exigences témoignent d'un intérêt accru pour l'agriculture chez les consommateurs et les citoyens. Enfin, ces exigences cumulées ne peuvent être satisfaites uniquement au moyen d'une stratégie agricole très ciblée ou d'un système agricole simplifié et homogène. En effet, pour satisfaire à ces exigences, il faut élaborer une stratégie visant à créer un système agricole qu'on pourrait qualifier de multifonctionnel, diversifié et intégré.

Nous savons très bien que l'agriculture est tributaire de l'environnement et que, à son tour, l'environnement est tributaire de l'agriculture, mais la population en général — et même certains agronomes — prend de plus en plus conscience du fait que l'agriculture fait partie intégrante de l'environnement. La grande majorité des Canadiens, et, d'ailleurs, la grande majorité des gens dans le monde, vivent à proximité de bassins hydrologiques et sur des territoires à vocation agricole, de sorte que, à bien des égards, l'agriculture est ce qui caractérise le plus notre environnement. L'eau que nous buvons, l'air que nous respirons, les aliments que nous mangeons ainsi que la beauté des paysages et la diversité biologique de notre milieu de vie dépendent de la façon dont notre environnement est exploité. Par conséquent, les citoyens éprouvent un incroyable sentiment d'appartenance à la terre qui les entoure, ce qui constitue une occasion extraordinaire d'établir des relations entre les milieux urbains et les régions rurales et entre les citoyens et les agriculteurs. Le secteur de l'agriculture a également une occasion en or de faire preuve de leadership dans le domaine de la protection de l'environnement en adoptant à cette fin des politiques et des mesures à l'échelle nationale. En Amérique du Nord, et plus particulièrement au Canada, la culture alimentaire évolue rapidement, et le désir de connaître la provenance et les caractéristiques des aliments se fait sentir plus que jamais chez les gens, partout dans le monde. Par conséquent, le marché de l'alimentation se diversifie et s'accroît rapidement à l'échelle tant nationale qu'internationale, ce qui fait naître des possibilités extraordinaires, mais également des défis de taille.

On peut donc constater que le contexte dans lequel évolue le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada est très différent aujourd'hui de ce qu'il était il y a 20 ans. Les besoins et le marché ont connu des changements radicaux, et le secteur tente de rattraper son retard. Il y a encore beaucoup de choses à faire. Par exemple, le modèle agricole actuel est caractérisé par le recours à des systèmes de production relativement simples, par la rareté relative des moteurs de rentabilité sur la ferme, par la dépendance aux prix des produits de base, par des besoins en capitaux élevés, par des milieux écologiques très fragiles, par une dépendance aux intrants achetés et par une gestion qui est, avant tout, financière. Seules les exploitations agricoles de grande taille sont concurrentielles. Bien que ce modèle soit bien adapté à un segment important du marché, à savoir les marchandises transportables, et qu'il réponde à certaines des exigences et des attentes de la société, il n'est pas assez robuste et flexible pour combler un si grand nombre de nouveaux besoins et convenir à tous les marchés. De plus, comme il s'agit d'un modèle biologique plutôt simple, il est, de par sa nature, vulnérable aux

parasites et aux maladies et ne s'adapte pas très bien au changement, par exemple les changements climatiques.

Les systèmes conçus pour répondre à un éventail d'exigences beaucoup plus vaste se distinguent par des marchés diversifiés et intégrés, par des modes de production diversifiés et complexes ou modérément complexes, par la présence de nombreux moteurs de rentabilité sur la ferme, par la vente de produits de créneau ou une participation à la chaîne de valeur, par des besoins en capitaux réduits, par des risques modérés, par des milieux biologiques robustes, par une dépendance moins rigide aux intrants achetés, par une gestion axée à la fois sur les aspects financiers, biologiques et sociaux, et par des exploitations agricoles durables, qu'elles soient de petite ou de grande taille.

● (1545)

Il est facile lorsqu'on est un universitaire — et surtout un universitaire comme moi — de dénoncer la situation actuelle. Je comprends que, pour des raisons pratiques, il est difficile d'apporter des changements, surtout au système agricole existant.

À l'époque, je donnais un cours de troisième année en agronomie et en lutte contre les mauvaises herbes à l'Université du Manitoba, j'avais l'habitude de demander aux étudiants de nommer les obstacles à la diversification et à l'intégration du système agricole. Ils faisaient des observations très perspicaces. Voici le genre de réponses qu'ils me donnaient: le manque d'infrastructure, comme des installations à bétail et des installations de transformation; l'incertitude causée par la crainte de marchés inconnus ou nouveaux; le manque d'expérience ou de formation pour ce qui est de l'élevage du bétail; le manque de connaissance et d'expérience en ce qui touche les initiatives innovatrices aux échelons de l'exploitation agricole, de la famille, de la collectivité et des organismes; l'impossibilité d'acquérir de l'expérience ou des connaissances; le manque d'expertise des organismes; le fait que les organismes ne soutiennent qu'une gamme limitée de systèmes surtout classiques; et le fait que les programmes agricoles ne soutiennent pas nécessairement l'innovation ou les systèmes intégrés.

Quelle est l'incidence de tout cela sur l'Agriculture et l'Agroalimentaire Canada et sur la stratégie pour la science et l'innovation du cadre Cultivons l'avenir 2? J'espère que ces explications ont mis en contexte et ont clarifié les défis que nous devons relever et les possibilités que nous pouvons saisir. Par exemple, le secteur agricole devra continuer de diversifier et d'intégrer son système de production s'il veut répondre adéquatement aux exigences de plus en plus nombreuses et de plus diversifiées de la société.

J'espère aussi que ces commentaires montrent à quel point il importe que le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire contribue davantage à l'essor économique pour qu'il soit en mesure de satisfaire rapidement aux exigences croissantes de la société et des marchés sur le plan tant national qu'international. J'espère également que ces observations montrent qu'il est tout à fait légitime qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada fasse figure de chef de file national dans certains domaines, comme l'élaboration de politiques et d'initiatives progressistes en matière de protection de l'environnement et d'alimentation.

À cet égard, l'Université de Guelph et le Collège de l'agriculture et de l'Ontario s'emploient actuellement à mettre au point des initiatives qui nous permettront d'avancer dans la bonne voie. Par exemple, nous avons établi un partenariat avec les Compagnies Loblaw Limitée, plus grand détaillant en alimentation du Canada, qui finance la première chaire de recherche sur la production alimentaire durable en Amérique du Nord. Nous avons également conclu un partenariat avec les Producteurs d'oeufs du Canada, qui financent la première chaire de recherche sur le bien-être des volailles au Canada.

Les Dairy Farmers of Ontario et le réseau laitier ontarien sont des partenaires de longue date; ils nous aident à financer des chaires de recherche sur la sécurité alimentaire et sur l'innovation dans le domaine de la production des aliments laitiers, respectivement. Nous sommes chanceux de pouvoir compter sur l'aide de ces organismes pour financer les chaires de recherche sur l'alimentation et la santé au Canada.

Le Programme des chaires de recherche du Canada et le Programme de professeurs-chercheurs industriels du RSNP pourraient être mis à profit pour qu'on puisse créer des chaires de recherche portant sur les besoins du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au chapitre de la science et de l'innovation. Nous avons la chaire de recherche du premier ministre de l'Ontario sur la production de biomatériaux à partir de matières premières agricoles, et le Centre de découverte et de développement des bioproduits sera bientôt agrandi.

Par ailleurs, pour revenir au fait que le secteur agricole n'aura pas le choix de satisfaire à toutes les exigences, nous continuons d'offrir un vaste éventail de programmes relatifs à l'amélioration génétique des plantes et des animaux, à la science des sols, à l'agronomie, à la production en serres, à la transformation des aliments, à l'économie agricole, à l'analyse des tendances de la consommation, à l'entreposage après la récolte, à l'alimentation des animaux, à la conduite d'élevage, à la lutte antiparasitaire, etc.

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario est également un partenaire de longue date; dans le cadre de l'accord qu'il a conclu avec l'Université de Guelph, il mène des recherches sur des sujets toujours plus variés, ce qui reflète le rôle de plus en plus grand que le secteur de l'agriculture et de l'alimentation est appelé à jouer.

En outre, nous collaborons depuis longtemps aux recherches menées par les scientifiques d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, et nous sommes très heureux d'accueillir depuis peu à l'Université de Guelph deux scientifiques d'AAC: M. Ali Navabi, spécialiste de la génétique des haricots, au Département de l'agriculture végétale; et Mme Stefanie Torrey, qui étudie les liens entre le comportement, l'alimentation, la production et le mieux-être chez les animaux de ferme au Département de la sciences des animaux et de la volaille.

La présence de ces deux chercheurs a insufflé beaucoup de dynamisme dans les travaux de recherche. Par exemple, Ali Navabi et Peter Pauls ont récemment obtenu une bourse de recherche de 3,7 millions de dollars du gouvernement de l'Ontario pour séquencer le génome des légumineuses — une première dans le monde — et pour accélérer la formation de personnel hautement qualifié dans le secteur. Ces deux chercheurs contribuent à établir des liens très étroits et très stratégiques entre l'université et Agriculture et Agroalimentaire Canada. D'ailleurs, c'est un scientifique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Gary Johnston, qui a mis au point la fameuse pomme de terre Yukon Gold à l'Université de Guelph.

Nous sommes également ravis de voir qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada crée de nouveaux programmes novateurs, comme le Programme de lutte contre les gaz à effet de serre en agriculture.

● (1550)

Nous sommes très intéressés — et je présume qu'il en est de même pour le MAAARO — à accueillir d'autres scientifiques sous notre toit et à mener des initiatives de recherche conjointes dans le cadre du programme Cultivons l'avenir.

Depuis 137 ans, le Collège d'agriculture de l'Ontario montre la voie à suivre en matière d'enseignement, de recherche et de services qui contribuent à bâtir le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire à l'échelle provinciale, nationale et internationale. Au départ, les activités du collège se rapportaient strictement à l'agriculture. Toutefois, après 137 ans, bien que sa mission fondamentale soit restée la même, le collège a pris une toute autre orientation afin de répondre aux besoins plus diversifiés et toujours croissants tout en préservant sa mission initiale. Alors que, autrefois, le collège se concentrait uniquement sur l'agriculture, il touche maintenant à quatre grands domaines: l'alimentation, l'agriculture, les collectivités rurales et l'environnement. Je crois que l'expérience du collège est semblable à celle d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Peut-être que la stratégie pour la science et l'innovation du cadre Cultivons l'avenir 2 témoigne de cette évolution et qu'elle jouera officiellement un rôle plus important à l'échelle nationale pour ce qui est de travailler à trouver des façons de répondre rapidement aux besoins croissants, diversifiés et cruciaux de la société et des marchés.

Merci.

● (1555)

**Le président:** Je vous remercie beaucoup, monsieur Van Acker.

Nous allons maintenant poser des questions aux témoins. Juste un petit rappel à l'intention des membres du comité: nous avons convenu que chaque intervention durerait cinq minutes, questions et réponses comprises. Tant qu'il n'y a pas d'exagération, je serai indulgent.

Monsieur Allen, vous pouvez ouvrir le bal, pour cinq minutes.

**M. Malcolm Allen (Welland, NPD):** Merci, monsieur le président, et je vous remercie tous les deux d'être parmi nous aujourd'hui.

Monsieur Van Acker, vous avez parlé de la collaboration entre l'Université de Guelph et Agriculture Canada, ainsi qu'avec d'autres organismes provinciaux. Je crois comprendre que vous collaborez également avec la Station de recherche de Vineland.

Ce sont toutes des initiatives extraordinaires. La question qui demeure est toujours la suivante: comment pouvons-nous utiliser concrètement à la ferme le fruit de ces efforts de collaboration? Je me demande si vous pourriez expliquer comment cette information peut être communiquée aux agriculteurs et quel type de modèle devrait retenir notre attention. À l'évidence, il y aurait plusieurs types de modèles, je suppose, mais je vais vous laisser le soin de nous fournir des explications à cet égard.

**M. Rene Van Acker:** Merci.

Dans les écoles d'agriculture du pays, le corps enseignant et le personnel participent depuis toujours à ce que nous appelions autrefois le travail de vulgarisation. Cela faisait officiellement partie du mandat du Collège d'agriculture de l'Ontario. Aujourd'hui, le travail de vulgarisation relève plutôt du ministère provincial, mais, malgré cela, la plupart des membres du personnel enseignant continuent de prendre ce rôle à coeur. D'autre part, certains vulgarisateurs du MAAARO travaillent également au sein de certains de nos départements. Il y a donc un esprit de camaraderie qui se crée et des connaissances qui sont transmises sur place, parfois même pendant la pause-café. En outre, les vulgarisateurs peuvent être appelés à travailler en partenariat.

Nous organisons également, en collaboration avec le MAAARO, une conférence annuelle appelée FarmSmart qui se tient à Guelph en janvier. Nous participons également à la Conférence agricole du Sud-Ouest, qui a lieu à notre campus de Ridgeway. Cette conférence de deux jours, attire quelque 2 500 agriculteurs et travailleurs de l'industrie agricole et est organisée conjointement par des chercheurs universitaires, provinciaux et fédéraux ainsi que des travailleurs de l'industrie, qui, à cette occasion, échangent des renseignements, présentent de nouveaux outils technologiques et font le point sur les nouveaux développements. Je crois que nombre de ces méthodes classiques — comme certains pourraient les qualifier — sont encore très efficaces et contribuent à créer une communauté de savoir au sein de laquelle nous sommes encore très heureux d'évoluer.

L'un des autres éléments novateurs que j'ai remarqués à Vineland est la présence de ce que j'appellerais un responsable de la technologie. Son nom m'échappe pour le moment. Je suis désolé. Cette personne s'occupe de recenser les outils technologiques de partout dans le monde qui ne doivent pas nécessairement faire l'objet de recherches, mais qui gagneraient peut-être à faire l'objet de travaux de développement à l'échelon régional ou local. Il porte ces outils à l'attention du Centre de recherche et d'innovation de Vineland et d'autres organismes, et c'est une façon de tirer profit d'outils technologiques qui peuvent avoir été étudiés ailleurs pour ensuite être perfectionnés ou adaptés ici. Voilà un autre modèle.

J'espère que cela répond à votre question.

**M. Malcolm Allen:** Il ne fait aucun doute que cela m'est utile.

Si je vous comprends bien, vous croyez que la collaboration entre ce qu'on pourrait appeler le milieu universitaire et ce qu'on pourrait considérer comme le milieu de la recherche classique, que ce soit dans des centres de recherche en Ontario ou à Agriculture Canada. Si cette collaboration se poursuit, cela continuera de porter ses fruits. Je crois que c'est ce que vous avez dit.

Je me demande si c'est un aspect que nous devrions exploiter davantage. Devrions-nous continuer d'améliorer ou de renforcer le modèle actuel, ou est-ce que ce modèle fonctionne assez bien pour l'instant?

• (1600)

**M. Rene Van Acker:** Si vous parlez précisément du transfert des connaissances et des outils technologiques aux agriculteurs, et si vous posez la question aux groupes de producteurs, je présume qu'ils vous diraient qu'ils aimeraient qu'on exploite davantage cet aspect. Je n'ai pas les données sous les yeux, mais je présume que c'est ce qu'ils diraient.

Il est certain que nombre de mes collègues du Collège d'agriculture de l'Ontario aimeraient aussi en faire plus à ce chapitre. S'il y avait une façon de faciliter ce genre d'initiatives, je crois que vous auriez beaucoup de participants.

Cela dit, je crois qu'on accomplit déjà beaucoup de travail en ce sens. J'ignore si vous devriez nécessairement mettre en place un programme d'envergure pour accélérer ce travail; je crois qu'on peut déjà en faire beaucoup. Évidemment, il faudrait que la province y collabore — et peut-être même qu'elle joue un rôle clé au chapitre de la direction —, car, à ma connaissance, ce type de service — qu'on appelait autrefois le service de vulgarisation — relève de la province.

**Le président:** Merci.

La parole est maintenant à M. Zimmer, pour cinq minutes.

**M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River, PCC):** Merci. Ma question s'adresse à Gordon.

Je vous remercie d'être parmi nous. Pourriez-vous faire quelques commentaires sur le travail que vous accomplissez déjà en collaboration avec notre gouvernement et expliquer comment l'industrie des légumineuses a pu bénéficier du fait que nous accordons la priorité à la recherche et à l'innovation?

**M. Gordon Bacon:** Eh bien, nous avons joué un rôle très important en ce qui concerne la mise en oeuvre du programme Cultivons l'avenir 1 et du Cadre stratégique pour l'agriculture qui l'a précédé, et je crois que nous avons tenté d'entreprendre des projets très innovateurs. L'une des choses pour lesquelles le gouvernement devrait être félicité, c'est qu'il fait d'énormes investissements dans ce que l'industrie de l'agriculture pourrait considérer comme des projets à risque élevé.

Pour revenir à la question de la santé et de l'alimentation, nous estimions qu'il s'agissait d'un domaine où il y avait certains débouchés, mais cela ne suscite aucune demande sur les marchés aujourd'hui. Je crois que la durabilité environnementale ou l'empreinte carbone sont d'autres secteurs naissants, et nous avons pu accéder au financement consenti dans le cadre d'AgriFlex pour faire démarrer un programme qui va au-delà du secteur des légumineuses. Ce programme vise à examiner des systèmes de culture pour savoir à quoi se compare le milieu agricole canadien.

En ce qui a trait au cadre Cultivons l'avenir 2, je crois qu'il est important de souligner que nous partons sur de bonnes bases, car d'excellents programmes sont en voie d'être mis en oeuvre. Lorsque nous ne pouvons pas tabler sur le programme Agri-Flexibilité — puisqu'il s'agit d'un programme de stimulation économique — je crois que nous devrions faire en sorte d'intégrer les meilleurs éléments du programme Agri-Flexibilité dans le cadre Cultivons l'avenir 2.

L'essentiel, c'est que ce programme a permis aux joueurs de l'industrie, comme Pulse Canada, de disposer de toute la souplesse voulue pour cerner les problèmes et proposer des projets en vue de les régler. Par moments, certains des programmes qui composaient le cadre Cultivons l'avenir 1 avaient tendance à être relativement cloisonnés, tandis qu'Agri-flexibilité a fourni à l'industrie une plus grande marge de manoeuvre pour qu'elle puisse s'attaquer à des problèmes complexes.

Je comprends que nous devons parvenir à un équilibre entre la flexibilité et la mesure précise des progrès réalisés, mais je me pencherais d'abord sur les programmes déjà en place. Agri-flexibilité était un très bon programme, et, espérons-le, nous pourrions récupérer certains de ses meilleurs éléments.

**M. Bob Zimmer:** Pour répéter vos commentaires, vous avez dit qu'il s'agissait certainement d'une bonne chose, que nous avons pris beaucoup d'excellentes initiatives et que le cadre Cultivons l'avenir 2 continuera sur cette lancée. Vous dites que nous ne sommes pas en train de partir de zéro.



**M. Gordon Bacon:** C'est exact. Je crois que nous devons regarder ce qui a bien fonctionné. Quels investissements du gouvernement dans Cultivons l'avenir 1 ont porté leurs fruits, et quels sont les investissements qui n'ont pas donné les résultats escomptés? Assurons-nous de faire fond sur les bons éléments et essayons d'améliorer les aspects qui n'ont pas été à la hauteur.

Je crois qu'on nous demandera tous d'en faire plus avec moins de ressources, alors nous devons établir nos priorités. Et cela repose vraiment sur la vision qu'entend réaliser l'industrie et sur la nécessité de faire en sorte que les programmes s'inscrivent dans cette vision.

**M. Bob Zimmer:** Merci.

**Le président:** Il vous reste encore deux minutes, si quelqu'un souhaite prendre la parole.

**M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC):** D'accord. Je vais y aller.

Monsieur Bacon, j'ai eu le plaisir de vous accompagner en Colombie. Vous avez parlé d'un importateur de légumineuses en Colombie et de problèmes qui touchaient le transport des marchandises. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet? Je dois dire que cet homme n'a pas hésité à m'entretenir des incidents fâcheux qui s'étaient produits à Vancouver et des difficultés occasionnées par le chargement des navires là-bas.

• (1605)

**M. Gordon Bacon:** Oui. L'accord commercial entre le Canada et la Colombie procure aux exportateurs canadiens un avantage tarifaire de 15 p. 100 sur un autre grand fournisseur, les États-Unis.

À la réunion, cet importateur a fait valoir que cet avantage tarifaire de 15 p. 100 était quelque peu amoindri par le fait que le Canada ne dispose pas d'un système de transport fiable. Il a expliqué qu'un navire qu'il avait affrété avait été retenu 50 jours au port de Vancouver. Quiconque évolue dans l'industrie agroalimentaire sait qu'on ne peut tolérer aucun retard. Si on est pour subir régulièrement un tel retard, on doit en tenir compte au moment de prendre sa décision d'achat. Je crois qu'il a fait remarquer la même chose aux expéditeurs. Et la Coalition of Rail Shippers a souligné que nous devons réduire la variabilité logistique du transport de façon à ce que nous puissions garantir aux clients — au moment de conclure une vente — que les marchandises seront livrées à temps.

Le problème, c'est que le manque de prévisibilité du système de transport finit par occasionner des coûts supplémentaires, comme les frais de surestaries, mais beaucoup d'autres choses moins visibles, comme les primes de risque, doivent également être prises en compte. Une entreprise de navigation nous a confié qu'elle faisait une surréservation de 40 p. 100 juste pour être certaine que ses navires seront complètement chargés au moment de quitter le port. Il a ajouté en passant: « Et croyez-moi, vous payez pour cela. »

Je crois donc que l'expérience vécue par cet importateur de la Colombie montre que nous devons insister sur la mesure du rendement: est-ce que nous répondons toujours aux attentes des clients, et est-ce que nous le faisons d'une façon rentable? J'arrive à la même conclusion que la Coalition of Rail Shippers, à savoir que nous pouvons encore réaliser des progrès à ce chapitre. Nous disposons d'un bon système, mais nous devons veiller à ce qu'il soit invariablement très efficace, trimestre après trimestre.

**Le président:** Merci.

La parole est maintenant à M. Eyking, pour cinq minutes.

**L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je suis heureux d'être de retour parmi vous, chers collègues du comité, et de vous voir, monsieur Bacon.

Ma question porte sur le transport. Je sais que le gouvernement actuel semble vouloir conclure des accords commerciaux et se débarrasser des organismes de commercialisation et qu'il croit que cela sera profitable pour les agriculteurs, mais, si on ne dispose pas d'un système de transport adéquat, on ne peut pas livrer ses produits à temps, ce à quoi vous avez fait allusion.

Des agriculteurs ont déjà témoigné devant le comité au sujet de la disponibilité des wagons et des voies d'évitement pour le chargement des marchandises. Bien sûr, vous avez également évoqué la désorganisation dans les ports. J'ignore si vous utilisez le port de Churchill, mais il s'agit certainement d'un problème, et il ne touche pas uniquement les producteurs de légumineuses. Le gouvernement actuel a eu cinq ou six ans pour régler nombre de ces problèmes, mais apparemment, nous en sommes toujours au même point.

Vous avez également fait mention de l'annonce du 18 mars dernier. Le gouvernement a enfin fait une annonce. Selon vous, qu'arrivera-t-il si nous ne parvenons pas à redresser la situation? Allons-nous perdre des clients? Allons-nous devoir brader nos produits agricoles? Cela amènera-t-il certains agriculteurs à ne pas exercer leurs activités dans certains secteurs? Si aucune mesure n'est prise, qu'arrivera-t-il? À votre avis, comment la situation évoluera-t-elle si rien n'est fait?

Je sais que vous semblez confiant que le gouvernement actuel réglera tous les problèmes au chapitre du transport, mais quel est votre point de vue réaliste sur la situation et la façon dont elle évoluera? Si les choses restent au point mort, en quoi cela fera-t-il mal au portefeuille des agriculteurs?

**M. Gordon Bacon:** Tout obstacle qui limite l'accès aux marchés — et j'ai parlé des trois plus importants: les obstacles tarifaires, les obstacles non tarifaires et l'inefficacité du transport — finit par diminuer les revenus des agriculteurs. Si les producteurs canadiens sont désavantagés par un écart de 2,5 p. 100 à l'égard des droits de douane lorsqu'ils exportent au Maroc, alors ils devront diminuer leur prix de 2,5 p. 100 pour compenser ce désavantage tarifaire. Je crois que nous devons adopter une approche globale pour recenser tous les facteurs qui nous rendent moins concurrentiels et qui diminuent les revenus des agriculteurs.

Alors, quelles sont les répercussions si on ne peut exporter des lentilles? On cultive d'autres choses. Je crois qu'on verra des agriculteurs opter pour des cultures qui occasionnent moins de problèmes et moins d'incertitudes. Au bout du compte, les agriculteurs doivent vendre à prix réduit. Il s'agit d'essayer d'améliorer l'efficience pour que...

**L'hon. Mark Eyking:** Vous avez beau cultiver de bons produits et avoir accès à un marché florissant, si le système de transport est inadéquat, cela amènera les agriculteurs à troquer une culture pour une autre sans nécessairement faire plus d'argent.

**M. Gordon Bacon:** Les agriculteurs pourraient prendre une telle décision, mais, comme l'a fait remarquer l'acheteur colombien, les importateurs doivent tenir compte de la fiabilité de l'approvisionnement au moment d'acheter un produit. L'approvisionnement doit être prévisible s'ils ne veulent pas que leurs étagères soient vides. La solution consiste vraiment à cerner les problèmes dans l'ensemble du système, c'est à dire de la ferme jusqu'au moment où les navires quittent les eaux canadiennes. Où pouvons-nous commencer à éliminer une partie de la variabilité du transport?

Il ne s'agit donc pas de pointer du doigt un seul intervenant ou uniquement le réseau ferroviaire; nous devons plutôt trouver une façon — comme le disait si bien un représentant d'une entreprise de navigation — d'aplanir la courbe pour éliminer une partie de la variabilité extrême du transport d'un bout à l'autre. Dès que nous pourrions rendre le système plus prévisible, nous commencerons à réduire une partie des coûts.

• (1610)

**L'hon. Mark Eyking:** Étant donné que nous pouvons produire ce qu'il faut et que nous avons accès aux marchés, comment s'en sortent nos concurrents — les Australiens et les Américains — par rapport à nous? Ont-ils un meilleur réseau de transport? Livrent-ils leurs produits au moment opportun, en mode juste-à-temps? Cela leur procure-t-il un avantage? Devrons-nous commencer à utiliser le système de transport américain pour acheminer nos produits? Avons-nous cette possibilité? Si nous ne sommes pas capables d'aménager ici un réseau de transport efficace, les agriculteurs devront-ils expédier leurs produits via les aéroports des États-Unis?

**M. Gordon Bacon:** En ce qui concerne la première question, qui se rapporte à notre situation par rapport à l'Australie ou aux États-Unis, je crois qu'aucun pays exportateur ne pourrait se targuer d'avoir un système de transport parfait. Mais il y a un aspect sur lequel je veux insister: la proximité des marchés. Les produits canadiens sont ceux qui doivent parcourir les plus longues distances. Si une personne en Inde importe des légumineuses, les marchandises arriveront beaucoup plus rapidement de l'Australie que du Canada. Nous devons examiner toute la période, du moment où une commande est effectuée jusqu'à celui où les marchandises arrivent au port. C'est à cause de cela que certains de nos concurrents... Un producteur de pois dans la région de la mer Noire pourra livrer en Inde beaucoup plus rapidement que nous pourrions le faire. Nous sommes situés où nous sommes situés dans le monde, et les marchés se trouvent où ils se trouvent, et c'est l'une des difficultés.

Les États-Unis ont aussi des problèmes sur le plan du transport. Je crois que, lorsque cela est plus économique, les entreprises canadiennes expédient leurs produits via les ports américains. Cet aspect a fait l'objet de discussions. De fait, on voit régulièrement des représentants du réseau ferroviaire et des installations portuaires des États-Unis lorsque nous assistons à des colloques sur le transport. Mais il y a aussi des tonnes et des tonnes de produits qui sont exportés à partir des ports américains.

Je crois que nous devons nous concentrer sur la façon d'améliorer l'efficacité du système de transport canadien. Nous avons un bon système; il est seulement mal exploité.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup, monsieur Eyking. Votre temps est écoulé.

Monsieur Lobb, vous avez cinq minutes.

**M. Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC):** Merci, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à M. Bacon.

Comme je suis originaire du sud-ouest de l'Ontario, je tiens à souligner que l'industrie des haricots blancs monopolise une très grande superficie dans cette région, qui représente probablement 60 p. 100 de toute la production canadienne de haricots blancs. Le secteur privé investit beaucoup d'argent dans les activités de recherche et d'innovation relatives aux différentes souches et semences de haricots blancs — et aussi de maïs, de fèves de soya et de blé.

Pouvez-vous expliquer au comité à quel point il est important d'investir dans les activités de recherche et d'innovation concernant des cultures comme les haricots blancs ou les haricots de couleur — surtout lorsque le secteur privé ne fait aucun investissement dans ces activités — et en quoi les sommes investies permettent d'assurer l'avenir de cette industrie?

**M. Gordon Bacon:** Les haricots sont un bon exemple. Nous attirons bel et bien des investissements du secteur privé. Thompsons a mis en place un programme de sélection végétale, et un certain nombre d'autres entreprises privées ont fait de même. Mais nous cherchons plutôt à établir un partenariat public-privé de façon à optimiser les ressources. M. Van Acker a parlé de la création de liens. Je crois donc que c'est une option que nous pouvons envisager et que nous devons nous poser la question suivante: comment pouvons-nous tirer le maximum des investissements dans la recherche?

L'innovation est la clé. Nous devons régler les problèmes de production. Lorsque nous parlons de l'efficacité, nous devons savoir ce qui nous empêche de l'améliorer. Je ne veux pas essayer de me prendre pour un agronome, mais avons-nous besoin d'améliorer la fixation de l'azote dans les haricots? Avons-nous besoin d'accroître la résistance des cultures à la maladie? Dans ce cas, nous devons trouver la meilleure façon d'exploiter les partenariats publics-privés pour atteindre les buts recherchés.

Un système agricole diversifié apportera aux agriculteurs une partie de la stabilité dont ils ont besoin. Un tel système est également avantageux du point de vue de la production, car il permet de répartir les risques et les possibilités sur de nombreux types de cultures.

• (1615)

**M. Ben Lobb:** Nous avons beaucoup parlé des semences ainsi que des herbicides, des pesticides et de tout ce que la science met au point pour créer la plante et la semence parfaites. Est-ce que vous menez ou prévoyez mener des projets consistant à examiner la machinerie utilisée pour semer les graines et récolter les produits? Avez-vous mené des projets semblables? Travaillez-vous avec les entreprises pour examiner la machinerie? Comment procédez-vous? Comment envisagez-vous l'avenir dans ce domaine?

**M. Gordon Bacon:** Cette question devrait plutôt être adressée aux représentants provinciaux de l'industrie, à savoir l'Association des producteurs de haricots colorés de l'Ontario et la Commission ontarienne de commercialisation des haricots.

À Pulse Canada, nous nous intéressons davantage à la demande du marché qu'aux aspects liés à la production. Pour être honnête, je ne suis pas en mesure de répondre à cette question.

**M. Ben Lobb:** Je comprends.

Ma prochaine question s'adresse à M. Van Acker. J'ai assisté, il n'y a pas si longtemps, à une annonce en compagnie de l'un de vos collègues, Peter Pauls. Je me demande simplement si vous pourriez nous en dire un peu plus au sujet des relations et des avantages qui existent pour l'industrie et pour les consommateurs. Lorsque nous regardons l'industrie, lorsque nous parlons d'établir des partenariats avec les universités, avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, et avec l'industrie, qu'il s'agisse ou non d'une association de producteurs... Pourriez-vous expliquer au comité comment la série de programmes de Cultivons l'avenir a contribué, en misant sur la collaboration dans le domaine de la science et de l'innovation, à relever la barre?

**M. Rene Van Acker:** La collaboration procure certes de nombreux avantages, à commencer par l'efficacité du travail. Lorsque nous recourons à une approche de collaboration, nous utilisons les installations et les experts de façon optimale. Et nous avons également la possibilité d'attirer des chercheurs sont à l'avant-garde lorsque nous procédons de cette façon. Par conséquent, tout programme qui facilite cette forme de collaboration finit par se classer parmi les meilleurs.

Nous bénéficions également d'une longue expérience dans ce domaine, et je crois que les agronomes travaillent depuis longtemps en collaboration avec l'industrie. Cela tient en partie au fait que les chercheurs du milieu de l'agriculture ont tendance à afficher un côté plutôt terre à terre et pragmatique, et ils veulent que leur travail donne des résultats concrets. Ils ont donc beaucoup de points en commun avec leurs collègues de l'industrie.

Par ailleurs, nous consacrons énormément de temps à la formation des étudiants des cycles supérieurs pour en faire des travailleurs hautement qualifiés, et la plupart d'entre eux finissent par travailler dans l'industrie. Alors nous connaissons très bien ces personnes. Ce sont nos collègues.

Nous serions heureux d'utiliser les outils mis à notre disposition dans le cadre de la Stratégie pour la science et l'innovation qui pourraient faciliter ces types de collaboration. Je tiens de nouveau à souligner que les travaux de recherche que nous avons menés conjointement avec d'autres chercheurs ont été couronnés de succès. Nous sommes également très satisfaits des autres programmes fédéraux qui ne sont peut-être pas chapeautés par Agriculture et Agroalimentaire Canada, mais qui sont importants, par exemple les programmes scientifiques comme le Programme de subventions de recherche et développement coopérative du CRSNG et le Programme de professeurs-chercheurs industriels, encore une fois offert par le CRSNG.

Je dois vous dire que nous avons vécu une petite déception dernièrement lorsque nous avons appris que notre demande en vue d'utiliser la contribution de la Hensall District Co-Operative pour financer une chaire de recherche industrielle du CRSNG — dont Peter Pauls aurait été le titulaire — avait été refusée. Nous avons été un peu étonnés de l'apprendre. Néanmoins, Peter travaille d'arrachepied pour veiller à ce que nous obtenions la somme manquante auprès du Programme de RDC.

Voilà quelques commentaires qui se rapportent tous à ce que vous disiez.

**Le président:** Merci beaucoup.

Monsieur Atamanenko, vous avez cinq minutes.

**M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NPD):** Je vous remercie tous les deux d'être ici.

Ma première question s'adresse à vous, Gordon.

Il y a deux ou trois semaines, j'ai rencontré Greg, et il m'a fait part des préoccupations que vous aviez soulevées à l'égard de l'examen des services. Il y a eu un retard d'environ sept mois. On a formulé des recommandations, mais rien n'a encore bougé de ce côté-là. Je me demande si vous pourriez nous éclairer sur certaines de vos inquiétudes, car je crois que nous tous ici présents les partageons.

Il est évident que le coût ultime du manque de prévisibilité du système de transport retombe sur les agriculteurs. Des représentants des sociétés ferroviaires ont témoigné à maintes reprises devant le comité, du moins depuis que j'en fais partie. Nous leur avons posé des questions et nous avons obtenu des réponses, pourtant, la situation ne semble guère avoir changé. Je présume que cet

immobilisme préoccupe toutes les associations de producteurs, pas seulement les groupes agricoles. Il y a manifestement ici une volonté d'agir. Je suis convaincu que le Parlement, tous partis confondus, est déterminé à régler cette question.

Que devrait-on faire? Pour dire les choses sans détour: le gouvernement doit-il être plus sévère à l'endroit des sociétés ferroviaires? Devons-nous les tenir sur la sellette et leur dire que cette situation est inacceptable, en raison de toutes les choses que vous avez mentionnées dans votre déclaration? Il semble que nous piétinons dans ce dossier.

Je vais peut-être m'arrêter ici et vous laisser répondre.

● (1620)

**M. Gordon Bacon:** Je crois que le gouvernement devrait exiger que l'ensemble du système fonctionne mieux. Il dépense des dizaines de milliards de dollars pour améliorer les infrastructures, et nous devrions exiger que toute la chaîne d'approvisionnement fonctionne mieux. Je ne veux pas blâmer les sociétés ferroviaires. Il y a des gens dans notre industrie qui réservent le double des wagons dont ils ont besoin pour être certains d'avoir le nombre de wagons nécessaires. S'agit-il alors d'un problème causé par les sociétés ferroviaires ou par les expéditeurs?

Ce que nous devons faire — et nous sommes d'accord avec les sociétés ferroviaires à cet égard —, c'est d'examiner toute la chaîne d'approvisionnement, du moment où le produit quitte la ferme jusqu'au moment où il est chargé sur le bateau, et nous devons améliorer le fonctionnement du système. Vous avez fait allusion à l'examen des services marchandises ferroviaires. Je crois que l'une des choses les plus intéressantes qui ressort de ce rapport est la façon novatrice qui est proposée pour mesurer le rendement du système. Ces chiffres remontent maintenant à il y a trois ans. Pour prendre des décisions éclairées, nous devons laisser de côté l'anecdotique. Je pourrais vous raconter une histoire désolante sur le mauvais service que j'ai reçu, et, ensuite, une autre personne vous dira à quel point elle est satisfaite du service. Par conséquent, nous devons plutôt commencer à prendre des mesures qui nous permettront de savoir quel est le niveau de rendement du système.

La facturation de frais de surestaries est un autre aspect très intéressant. On peut citer une série de beaux chiffres sur le rendement, mais si, dans les faits, on doit payer des frais de surestaries exorbitants, il y a quelque chose qui cloche dans le système. Seule une analyse des indicateurs clés de rendement pourra nous dire où nous devons commencer à exercer des pressions.

Nous avons fermement appuyé l'annonce faite par le gouvernement le 18 mars dernier. Nous croyons que tous les éléments essentiels étaient là. Ce que nous avons dit alors et ce que nous continuons de faire valoir aujourd'hui, c'est que nous devons aller de l'avant et mettre en oeuvre les recommandations qui ont été formulées. Nous avons rencontré des représentants de Transports Canada. Nous croyons savoir qu'ils essaient de trouver un facilitateur. Ils avaient arrêté leur choix sur deux ou trois personnes et espéraient que l'une d'entre elles accepterait d'assumer ce rôle, mais il en a été autrement. Toutefois, nous croyons que, même sans la présence d'un facilitateur, le comité et d'autres intervenants, de même que les ministères concernés, pourraient examiner certains indicateurs clés de rendement. Ils pourraient d'abord s'assurer que tous les comités disposent de renseignements à jour.

Il faut donc s'attendre à plus du système, d'un bout à l'autre. Je crois que, pour savoir exactement où des améliorations sont nécessaires, nous devons commencer par recueillir des renseignements à jour. Les sociétés ferroviaires ont raison d'affirmer que leur rendement s'est amélioré, mais ce n'est pas le type de mesures qui compte vraiment. Nous devons d'abord déterminer si le système en entier fonctionne adéquatement.

**M. Alex Atamanenko:** Avez-vous su pourquoi il y a eu ce retard, malgré la volonté d'aller de l'avant?

**M. Gordon Bacon:** Si on est pour désigner un facilitateur, on doit trouver une personne qualifiée pour assumer ce rôle, mais je ne crois pas que nous devons forcément attendre après cela. La suite des choses ne dépend pas uniquement de la présence d'un facilitateur. Il y a d'autres mesures qui pourraient nous être utiles à tous. Pour l'instant, nous devons mesurer le rendement, discuter des aspects prioritaires et recueillir des renseignements à jour.

**Le président:** Merci, Alex.

La parole est maintenant à M. Payne, pour cinq minutes.

● (1625)

**M. LaVar Payne:** Merci, monsieur le président.

Je voudrais remercier les témoins d'être ici aujourd'hui. Votre point de vue sur Cultivons l'avenir est important.

Je représente la circonscription de Medicine Hat, dans le sud-est de l'Alberta. Il s'agit d'une région très agricole où l'on pratique la culture sèche et l'irrigation. Les produits cultivés sont les pois, les lentilles, les betteraves, les pommes de terre, le canola, le blé, l'avoine et beaucoup d'autres. L'agriculture y est très diversifiée. Il y a évidemment certains problèmes — dont vous avez parlé —, mais, pour l'instant, je ne veux pas vraiment aborder la question du transport.

Ma première question s'adresse à M. Van Acker.

Vous avez fait des recherches sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées et non génétiquement modifiées. Je me demande si vous pourriez expliquer certains des résultats de vos études et nous dire comment les agriculteurs des deux camps peuvent collaborer au Canada.

**M. Rene Van Acker:** Nous avons fait beaucoup de travail. D'ailleurs, la semaine prochaine, j'assisterai à une conférence à Vancouver sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées et non génétiquement modifiées dans la chaîne d'approvisionnement agricole. Je collabore actuellement avec le département de l'Agriculture des États-Unis à la rédaction d'un rapport qui traite de ce phénomène sous l'angle de diverses cultures.

Il y a un certain nombre de choses à souligner. L'une des choses très importantes que nous avons apprises, c'est qu'il faut déterminer d'abord si nous parlons de caractères qui sont réglementés ou de caractères qui ne le sont pas. Si nous parlons de caractères qui ne sont pas réglementés, alors la seule solution est la coexistence et la coopération. Il s'agit de cultures en milieu ouvert. Il n'y a donc aucune exigence proprement dite prévoyant une forme ou une autre de confinement.

Dans le cas des caractères qui sont réglementés, les exigences réglementaires actuelles interdisent leur apparition à quelque endroit que ce soit — bien qu'on mène actuellement des discussions sur la possibilité d'établir des normes internationales relatives à la faible concentration de gènes modifiés, par exemple. Mais j'ai l'impression qu'il reste encore beaucoup de travail à faire avant d'en arriver là.

Jusqu'à maintenant, à l'échelle internationale, on est rarement parvenu à un consensus en ce qui touche ces aspects.

Pour ce qui est des mesures prises par les agriculteurs, il y a des gens sur le marché qui isolent les cultures à condition qu'un seuil soit fixé. C'est la clé. Si quelqu'un fixe un seuil, cela permet d'orienter les efforts. Idéalement, cette tâche devrait revenir à la personne qui souhaite avoir des cultures exemptes de matières GM, et, si le produit est vendu à un prix supérieur, cette personne peut inclure le coût du confinement dans le supplément qu'il touche à la vente de son produit non génétiquement modifié. Mais si le produit n'est pas vendu à un prix supérieur, il n'y a aucune raison de faire cela, car on perdra alors de l'argent.

Nous avons également appris que, dès que le seuil tombe sous la barre du 1 p. 100, les choses deviennent coûteuses et compliquées. Par exemple, en Ontario, le marché des fèves de soya non génétiquement modifié applique habituellement un pourcentage qui oscille entre 1 et 5 p. 100, selon le type d'acheteur. Encore une fois, le coût associé au confinement est refilé à l'acheteur qui veut des produits non génétiquement modifiés. Ce sont là toutes des considérations pratiques. Il peut s'agir d'un aspect très pratique, et nous avons beaucoup d'expérience dans ce domaine.

Je sais que la Fédération internationale des semences et l'Association canadienne des producteurs de semences s'intéressent à cette situation, plus précisément à l'établissement de normes relatives à la pureté des semences. Il n'est pas nécessairement obligatoire à proprement parler de préserver la pureté des semences en évitant qu'elles soient contaminées par des caractères qui ne sont plus soumis à une réglementation. Il n'est pas très équitable que les producteurs de semences ou les entreprises soient pénalisés pour la présence de ces caractères, s'ils n'étaient même pas tenus d'isoler ces caractères. Cela revient à ce que j'ai dit sur l'obligation ou non de procéder à un confinement des cultures.

Si nous envisageons un jour la possibilité de déréglementer en partie certains caractères, nous devrions réfléchir longuement sur les caractères qui bénéficieraient de ce passe-droit, sur les raisons qui nous amèneraient à les confiner et sur les cultures et les systèmes que nous utiliserions, de façon à ce que nous ayons une idée très réaliste des coûts et des capacités d'un tel confinement. Je crois que, à cet égard, les agriculteurs ont beaucoup d'expérience, et ils pourraient donc nous donner d'excellents conseils. Je crois que la première question qu'ils poseraient serait la suivante: « Quel est le seuil? »

Je vais m'arrêter ici. Je peux continuer encore longtemps si on ne m'arrête pas.

● (1630)

**M. LaVar Payne:** Mon temps est-il écoulé?

**Le président:** Oui.

Nous allons maintenant passer à la prochaine heure, mais je voudrais d'abord souligner un commentaire que vous avez fait dans votre exposé, monsieur Bacon. Vous avez dit:

L'industrie a davantage besoin d'investissements en innovation que d'investissements voués à la stabilisation.

J'imagine qu'on pourrait interpréter ce commentaire de bien des façons, mais je vais présumer que vous ne croyez pas que les gouvernements ne devraient aucunement se préoccuper de la stabilisation. Voulez-vous dire — et je ne veux pas vous faire dire des choses que vous n'avez pas dites — que nous devons investir un peu plus d'argent dans l'innovation? Voulez-vous faire quelques observations à ce sujet?

**M. Gordon Bacon:** Le point que je voulais soulever, c'est que le marché que nous servons — et je crois que M. Van Acker a aussi mentionné cet aspect — a évolué de façon radicale et continuera de le faire. Nous ne pouvons imaginer à quoi il ressemblera dans 10 ans. Je crois que la question de la proportion des investissements consacrés à l'innovation et à la stabilisation doit être un élément clé des discussions que nous menons sur Cultivons l'avenir 2.

Je ne vais pas me prononcer sur la façon dont les investissements devraient être répartis. Il y a beaucoup de gens qui diraient que nous dépensons peut-être un peu plus que nous le devrions sur le plan de la stabilisation et que nous n'investissons pas assez dans l'innovation. Je crois que c'est l'essentiel de mon message. Cet aspect fera partie intégrante des discussions en ce qui concerne le montant qui devrait être consenti dans le cadre des programmes de Cultivons l'avenir 2 qui serviront à financer les travaux de recherche et à soutenir l'innovation et la science. Comme les ressources financières sont limitées, on prendra l'argent à même les investissements voués à la stabilisation, à moins que le comité soit très efficace dans sa démarche pour convaincre le gouvernement d'investir plus d'argent en agriculture. Nous avons peut-être besoin des deux.

Enfin, je voudrais souligner le fait que l'agriculture peut apporter des solutions à certains problèmes dans les domaines des soins de santé et de la durabilité environnementale. Nous pouvons contribuer à améliorer beaucoup de choses. Nous avons probablement besoin d'une stratégie intégrée qui tient compte des liens entre la santé et l'agriculture et entre l'environnement et l'agriculture et qui prévoit de plus gros investissements. Mais si nous allons devoir faire des choix, nous devons nous demander en quoi la stabilisation est nécessaire, alors que, en fait, le marché se transforme chaque jour.

**Le président:** Je vous remercie beaucoup.

Merci à vous, monsieur Bacon et monsieur Van Acker, de vous être joints à nous.

Nous allons prendre une pause de quelques minutes. J'invite le prochain groupe de témoins à venir à la table.

• (1630) \_\_\_\_\_ (Pause) \_\_\_\_\_

• (1635)

**Le président:** Reprenons.

Je voudrais remercier M. Keller, Mme Boyd et M. Broderick d'être ici aujourd'hui.

Nous allons commencer par M. Keller, président et premier dirigeant de Genome Prairie; vous disposez d'au plus 10 minutes.

**M. Wilfred Keller (président et premier dirigeant, Genome Prairie):** Je vous remercie beaucoup de me donner l'occasion de m'exprimer.

L'organisme Genome Prairie a été mis sur pied il y a environ 11 ans. Nous exerçons nos activités au Manitoba et en Saskatchewan, et nous faisons partie d'un réseau de six centres régionaux répartis dans le pays. Nous travaillons en étroite collaboration avec l'organisme national, Génome Canada, pour mener de nouvelles initiatives et pour stimuler la recherche en génomique. Nous croyons que ces activités transforment la réalité socioéconomique des Canadiens.

Dans notre région, nous travaillons à créer des équipes de chercheurs qui réalisent des projets importants permettant de générer des connaissances et de traduire celles-ci en avantages socioéconomiques. Un certain nombre de nos projets relèvent du domaine de l'agroalimentaire.

Pour faire une petite mise en contexte, le système agricole — j'emploierai plutôt l'expression système agroalimentaire — revêt une importance cruciale pour l'économie canadienne. Il emploie quelque deux millions de Canadiens, ce qui représente un emploi sur huit. Cette industrie rapporte plus de 100 000 milliards de dollars par année, et son potentiel de croissance est excellent, si on pense aux bioproduits et aux produits durables et renouvelables, qui peuvent entrer dans la fabrication de pièces d'automobiles, par exemple. Il s'agit donc d'une industrie en plein essor.

Le Canada est le quatrième exportateur de produits agroalimentaires dans le monde; on parle donc d'un secteur d'envergure. La stratégie fédérale pour la science et la technologie comporte quatre piliers. Nous croyons que le système agroalimentaire devrait en être le cinquième pilier et être considéré comme un élément essentiel de l'économie canadienne, car ce système offrira nombre de possibilités importantes dans l'avenir.

Par exemple, l'Asie comptera bientôt près de un milliard de personnes aisées. Ces personnes représenteront un marché très intéressant pour les produits canadiens haut de gamme, et nous devons nous doter d'un plan d'affaires afin de répondre à la demande créée par ces personnes en moyens. On peut donc dire que les choses arrivent à point nommé, car nous sommes justement en train d'examiner le cadre Cultivons l'avenir 2, de renforcer la position du gouvernement fédéral et d'élaborer une stratégie à long terme de R-D et de commercialisation dans le secteur de l'agroalimentaire.

Dans cette optique, j'aimerais formuler cinq recommandations à l'intention du comité. D'abord, nous croyons que la gestion du système agricole et agroalimentaire doit s'inscrire dans une nouvelle stratégie nationale en matière de science et de technologie. Cultivons l'avenir 2 nous permettra — ou, à notre avis, devrait nous permettre — de définir et de soutenir les initiatives nationales visant à renforcer la position concurrentielle du Canada, de façon à ce que nous puissions être un chef de file à long terme dans la production d'un éventail de produits agricoles, qu'il s'agisse des produits laitiers, du bétail ou de différents types de cultures.

Par exemple, nous pourrions créer un centre national d'innovation végétale en Saskatchewan — plus particulièrement Saskatoon — en tablant sur la capacité déjà existante des organismes dans le domaine — par exemple, le Centre canadien de rayonnement synchrotron —, ce qui nous permettrait d'utiliser des outils de pointe pour évaluer les caractéristiques des plantes qui sortent du laboratoire de recherche et de sélectionner celles qui ont toutes les chances d'être une réussite commerciale.

Par ailleurs, nous croyons que Cultivons l'avenir 2 engage peut-être le gouvernement à financer les infrastructures et à mettre en place les organismes qui nous permettraient d'accroître la capacité de nos grappes.

Deuxièmement, nous croyons que Cultivons l'avenir 2 devrait reconnaître la valeur et les possibilités qu'offrent les bioproduits industriels non alimentaires, qu'il s'agisse de lubrifiants, de pièces d'automobiles de remplacement, de polymères, etc., qui offrent à nos producteurs hautement qualifiés de tous nouveaux débouchés commerciaux, et qu'il devrait jeter les bases d'un environnement propice à la croissance de nouvelles entreprises novatrices. Pensons à l'utilisation de l'huile des plantes oléagineuses pour produire du carburant d'aviation — il s'agit actuellement d'un domaine en pleine effervescence où le Canada pourrait être un chef de file. Et, à mesure qu'on mettra en oeuvre les recommandations du rapport du comité d'experts fédéral sur la R-D — qui a été rendu public hier —, nombre d'autres entreprises pourront exploiter ce créneau et commencer à mettre au point et à utiliser des produits agricoles.

Troisièmement, comme l'ont déjà mentionné d'autres témoins, le milieu de l'agriculture évolue très rapidement. La réorganisation de la Commission canadienne du blé est un exemple d'initiative qui, selon nous, permettra de diversifier la production et de mettre en valeur de nouveaux produits. Il faudra toutefois faire des recherches intensives et établir des partenariats publics-privés. Nous croyons que, en raison, comme je l'ai mentionné, de l'expansion de certains marchés, le Canada aura la possibilité de répondre à la demande mondiale, de faire fond sur de nouvelles technologies et de créer de nouveaux produits. Par exemple, l'Institut international du Canada pour le grain — ou l'IICG —, qui est situé à Winnipeg — il s'agit, en passant, d'un endroit très intéressant à visiter —, effectue des analyses sur les produits finaux. Le personnel de l'IICG cuit presque tous les types de pains qui existent sur la planète. Il est capable de préparer tous les types de pâtes et de nouilles. Imaginez l'extraordinaire boucle de rétroaction que ce groupe pourrait mettre en place s'il disposait davantage de ressources.

• (1640)

Nous recommandons d'améliorer la capacité de telles organisations afin qu'elles puissent concevoir des produits finaux dont les chercheurs pourront ensuite se servir pour répondre aux besoins futurs du marché. Le Canada devrait être un chef de file à ce chapitre.

Quatrièmement, à notre avis, il est certain qu'il faut rationaliser les règlements si l'on veut que les produits agricoles soient compétitifs. Nous espérons que Cultivons l'avenir 2 sera en mesure de régler certains engorgements. Les phytopathologistes, des spécialistes des maladies végétales qui essaient de mettre au point des cultures résistantes aux maladies, sont énormément gênés dans leur travail par le fait qu'ils doivent maintenant remplir beaucoup de paperasse afin de pouvoir procéder à des tests sur les plantes. On doit maintenant cultiver en laboratoire des organismes ou des microbes que l'on avait jusqu'alors prélevés dans le sol durant des décennies. On considère alors que ces organismes ont été créés au moyen d'un processus de fabrication, et il faut remplir une multitude de formulaires — environ 150 heures de travail — pour faire approuver quelque chose qui s'était longtemps fait sans problème. La communauté scientifique trouve la situation absurde, et nous demandons que la programmation de Cultivons l'avenir 2 se penche sur de tels engorgements et songe à renoncer à ce genre de directives, qui constituent un frein à la commercialisation.

Enfin, nous aimerions suggérer et recommander que les programmes de Cultivons l'avenir 2 soient exécutés par des tiers, à savoir les agences régionales de développement économique ainsi que d'autres organismes sans but lucratif du genre. Ils pourraient grandement aider Agriculture Canada à exécuter les programmes à l'échelon régional, là où ces agences et ces organisations connaissent

bien les priorités, les chercheurs concernés et les mécanismes de mise en oeuvre dans le secteur privé. Cela pourrait être un moyen d'améliorer l'efficacité du système tout en encourageant davantage le développement régional.

Je vous remercie.

**Le président:** Merci beaucoup.

Passons maintenant à Mme Boyd et à M. Broderick.

Vous avez 10 minutes à vous partager.

Merci.

**Mme Mary Boyd (représentante, P.E.I. Health Coalition):** Merci, monsieur le président.

Dans la P.E.I. Health Coalition, nous sommes conscients du lien entre la nourriture et la santé. À notre avis, le premier résultat stratégique du cadre stratégique pour l'agriculture Cultivons l'avenir devrait être que le fait de fournir des aliments sains à la population du pays est la principale priorité.

« Un secteur compétitif et innovateur: de l'idée à l'invention, jusqu'au marché de la consommation, créer de nouvelles possibilités pour favoriser l'innovation et la compétitivité » — voilà exactement pourquoi une grande partie des aliments du Canada sont génétiquement modifiés contre la volonté des Canadiens, alors que la majorité d'entre eux les rejettent et souhaitent que l'étiquetage des OGM devienne obligatoire.

Les aliments GM ont été imposés à la société à notre insu, et nous sommes pris avec. La population canadienne est assez vaste pour soutenir un système alimentaire fondé bien plus sur des considérations liées à la santé que sur les profits et la compétitivité associés aux aliments GM. En quoi ce programme appuiera aussi l'agriculture biologique?

Nous pensons que le point de départ devrait être la priorité n° 2, à savoir « Un secteur qui contribue aux progrès de la société: Permettre au secteur de contribuer à la réalisation des priorités d'une population canadienne de plus en plus soucieuse de sa santé et de l'environnement ». Cela peut être accompli au moyen d'un système de gestion efficace des aliments plutôt que d'un système de libre marché. Il n'y a aucune place pour la concurrence dans un système alimentaire intérieur axé d'abord et avant tout sur la santé ainsi que sur le bien-être des agriculteurs.

Bien que nous soyons en faveur d'une industrie agricole dynamique et moderne qui témoigne des réalisations du Canada, des provinces et des territoires, nous nous demandons qui déterminera les paramètres d'un tel secteur. Sera-t-il axé sur le modèle agricole industriel actuel, contrôlé par le secteur privé aux dépens de la collectivité, ou sur une agriculture verte et locale qui réduira grandement notre empreinte carbone? Sera-t-il axé sur la culture d'aliments sains ou sur des produits non alimentaires comme les biocarburants, qui sont en train de prendre d'assaut une grande partie des terres agricoles de l'Afrique et du Canada?

En d'autres mots, nous devons être clairs et transparents quant au type d'avenir agricole que nous préparons localement et à la façon dont nous intervenons mondialement. L'innovation est-elle fondée sur les profits ou sur la santé? Pourquoi cette forte insistance sur la notion de « compétitivité »?

Le premier principe général de l'énoncé de Saint Andrews met l'accent sur « la rentabilité du secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels » Nous sommes d'avis que trop d'importance est accordée au marché et aux accords commerciaux. De nombreux agriculteurs se plaignent de la situation, arguant qu'ils sont efficaces et que c'est le système qui ne l'est pas.

Nous constatons également que le revenu des agriculteurs — surtout ceux qui exploitent une ferme de petite ou de moyenne taille, qui sont les plus importants producteurs pour notre avenir — accuse un retard par rapport au prix de plus en plus élevé des aliments.

Nous constatons aussi que, des objectifs énoncés dans Cultivons l'avenir 2, c'est à la santé que l'on accorde le moins d'attention. Pourtant, le plan doit, au contraire, mettre l'accent sur la santé humaine, la santé des sols, la protection des terres agricoles, la santé de l'atmosphère et la prestation d'un soutien visant à mettre en valeur l'agriculture biologique. En ce qui concerne la compétitivité des marchés intérieurs, nous sommes d'avis que, pour avoir des intrants à un prix concurrentiel, il faut aider les agriculteurs à prendre plus de mesures en ce sens, et que les produits cultivés doivent être écologiques.

Par ailleurs, nous croyons qu'il y a des questions éthiques à se poser en ce qui concerne la production et l'adoption de nouveaux produits, processus, technologies et modèles de gestion conçus au pays ou à l'étranger. Ces questions doivent faire l'objet d'un examen minutieux du public.

Les accords comme l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, l'ALENA et l'accord économique et commercial global actuellement proposé ne sont pas de bons modèles commerciaux. Au moment de négocier des accords bilatéraux, le Canada doit se rappeler que l'idéal est le commerce équitable et non pas celui qui avantage les plus forts et les sociétés privées.

Nous sommes fortement en faveur d'un système agricole durable fondé sur une approche holistique.

Le rapport mentionne peu de choses au sujet du réchauffement climatique et ne reconnaît pas que l'agriculture est la principale cause du problème. Il ne mentionne également pas grand-chose au sujet de la santé humaine, du développement d'une agriculture verte, de la réduction des déchets, du rôle accru des consommateurs et des agriculteurs ainsi que de l'accès à la nourriture en tant que droit de la personne.

● (1645)

Dans un tel modèle, le commerce ne serait pas la grande priorité, et nous n'imposerions pas notre volonté et notre recherche de profits aux pays pauvres, ce qui les rend vulnérables au dumping et les freine dans leur désir de faire du commerce.

Toutefois, en matière de nourriture, le Canada doit être auto-suffisant et réduire sa dépendance envers les importations. Un nouveau système alimentaire pourrait jouer un rôle clé dans la recherche de solutions aux changements climatiques. Depuis 1990, la superficie des terres consacrées à la culture du soya, de la canne à sucre, du palmier à huile, du maïs et du colza a crû de 38 p. 100, tandis que celle des terres consacrées à la culture d'aliments de base comme le riz et le blé a décliné.

Des éléments probants donnent à penser que le système alimentaire mondial actuel, poussé par une industrie alimentaire transnationale de plus en plus puissante, est responsable d'environ la moitié des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine. Le pourcentage exact se situe entre 44 p. 100 et 57 p. 100, selon

GRAIN, organisation qui s'est vu décerner cette année le prix Nobel alternatif.

Je vous remercie.

**Le président:** Il vous reste environ trois minutes et demie.

**M. Leo Broderick (représentant, P.E.I. Health Coalition):** Bien. Merci beaucoup.

Nous nous inquiétons vivement de l'intensification des cultures génétiquement modifiées à l'Île-du-Prince-Édouard. Tout d'abord, lorsque l'ancien premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Pat Binns, a demandé la tenue d'audiences afin de déterminer si la province devait bannir les OGM, un nombre record d'habitants de l'Île ont présenté des mémoires approfondis et bien documentés pour s'opposer aux OGM. Ils ont soulevé des questions éthiques sur les risques environnementaux, sanitaires et économiques, y compris sur la mainmise des grandes sociétés.

Malheureusement, des influences politiques qui se sont manifestées à la dernière minute ont retourné la situation contre les partisans de l'établissement d'une telle politique. Nous avons le regret de vous dire que, malgré tous les efforts des habitants de l'Île, le pourcentage des cultures GM a augmenté, contre la volonté de la population et indépendamment du fait qu'il existe de nombreux risques non prouvés.

Aujourd'hui, de nombreux résidents de l'Île sont choqués d'apprendre qu'un saumon de l'Atlantique génétiquement modifié a été mis au point et attend son approbation de la Food and Drug Administration des États-Unis. Une petite entreprise américaine, AquaBounty, a l'intention de produire tous ses œufs de saumon dans notre province, de les expédier au Panama pour y être engraisés et traités, puis de les vendre prêts à la consommation aux États-Unis.

● (1650)

**Le président:** Monsieur Broderick, vous devriez peut-être vous adresser au comité des pêches.

**M. Leo Broderick:** Eh bien, je pense qu'il importe également de le mentionner à ce comité, car il s'agit bel et bien de culture — celle du saumon.

Il semble que la FDA approuvera ce projet. Nous croyons cependant que cette initiative n'a pas été étudiée suffisamment et que le gouvernement canadien doit avoir son mot à dire là-dedans, d'autant plus que ces saumons sont élevés à l'Île-du-Prince-Édouard.

Rien ne garantit que les poissons ne vont pas s'échapper dans la nature et détruire les saumons sauvages. Nous savons en outre que, dès que la proposition sera approuvée — et le gouvernement canadien participera au processus d'approbation finale —, il y aura d'autres variétés d'animaux génétiquement modifiés prêtes pour la mise en marché, y compris celle au Canada qu'on appelle « Enviropig », une variété porcine censée être écologique parce qu'elle — ou plutôt son purin — sera moins polluante que les autres.

**Le président:** Monsieur Broderick, je veux que vous utilisiez le mieux possible votre temps. Vous vous adressez au comité de l'agriculture; or, vous parlez d'aquaculture. Nous avons étudié les OGM — ou la biotechnologie — par le passé, mais la présente réunion porte sur Cultivons l'avenir 2, et je vous demanderais de vous en tenir à cela.

Cela serait fort utile pour le comité.

**M. Leo Broderick:** Pour conclure, il y a de nombreuses cultures génétiquement modifiées à l'Île-du-Prince-Édouard et dans le reste du Canada, et nous nous apprêtons maintenant à entreprendre l'élevage d'animaux génétiquement modifiés. Tous ces processus, l'agriculture comme l'aquaculture, auront des répercussions négatives sur l'environnement et la santé de la population.

Il y a six ans, lorsqu'on l'a interrogée sur les aspects des cultures GM nuisibles pour l'environnement, Alison Snow a déclaré que la mise au point de super mauvaises herbes ne pourrait être qu'une question de temps. Il s'est avéré qu'elle avait raison. Aujourd'hui, ils sont nombreux à s'interroger sur le saumon GM. L'expérience nous dit bien sûr qu'il faut attendre.

De toute évidence, l'état déplorable des stocks de saumon sauvage de l'Atlantique nous montre qu'il faut observer le principe de précaution. Nous pensons que le gouvernement du Canada doit resserrer ses règlements afin de protéger la santé et la réputation de ses citoyens. Environnement Canada et Santé Canada ont le devoir de nous divulguer intégralement les communications, présentes et futures, d'AquaBounty sur ce sujet.

Merci beaucoup.

**Le président:** Merci.

Passons maintenant aux questions. Nous avons cinq minutes par intervention. La parole ira d'abord à Mme Raynault.

[Français]

**Mme Francine Raynault (Joliette, NPD):** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'avoir accepté l'invitation du comité.

Je voulais poser des questions sur le saumon de l'Atlantique. Puis-je en poser?

[Traduction]

**Le président:** Vous avez cinq minutes, madame Raynault. Faites-en ce que vous voulez.

[Français]

**Mme Francine Raynault:** Merci beaucoup.

Je voudrais savoir quel rôle Environnement Canada joue à cet égard et quels sont les dangers pour la santé de la population si on mange ce genre de poisson. Des études ont-elles été faites? Je vais poser toutes mes questions. Quels sont les risques environnementaux?

Pourquoi faire du saumon génétiquement modifié? Quel est l'avantage? Quel est l'avantage pour les gens de le consommer? Sera-t-il moins dispendieux? Devons-nous nous inquiéter de la santé des gens et de l'environnement?

• (1655)

[Traduction]

**M. Leo Broderick:** Ce sont là d'excellentes questions.

D'abord, Environnement Canada a un rôle à jouer là-dedans. Lorsqu'une demande est présentée en vue de la vente d'oeufs aux États-Unis, on doit procéder à une évaluation environnementale. Mais cette évaluation est tenue secrète, et nous ne saurons pas à quel moment elle aura lieu à l'Île-du-Prince-Édouard. Tout est tenu secret. Voilà le problème avec ce processus en ce qui concerne le saumon et les oeufs génétiquement modifiés dont on fait la culture à l'Île-du-Prince-Édouard. Tout se fait secrètement. On ne nous communique pas les résultats de l'évaluation d'Environnement Canada. Nous ne savons pas encore si la demande a été approuvée. Une seule évaluation a été menée, et elle consiste en l'étude scientifique et les

éléments de preuve déposés par AquaBounty devant la FDA. Cette étude n'a fait l'objet d'aucune évaluation par des pairs. Aucune autre étude n'a été menée afin d'en corroborer les résultats.

Ce que nous savons, c'est qu'une grande partie de l'étude présentée par AquaBounty devant la FDA manque de rigueur. L'entreprise ne peut garantir la stérilité de tous ces saumons. L'étude ne portait que sur six spécimens, mais l'entreprise a affirmé que, si un saumon s'échappait, il y aurait 5 p. 100 de risque qu'il contamine les stocks de saumon sauvage de l'Atlantique.

Dans une certaine mesure, le but premier de notre présence ici est de signaler le problème au gouvernement. Si la demande est approuvée par la FDA, il s'agira de la première variété animale génétiquement modifiée destinée à la consommation humaine, et nous savons que cette demande sera immédiatement suivie par de nombreuses autres. Les risques environnementaux sont énormes, tout comme les risques pour la santé, surtout pour ce qui est des allergènes. On croit que ce poisson entraînera des réactions allergiques beaucoup plus fortes chez les personnes qui sont prédisposées à en avoir. Le saumon AquaBounty est modifié au moyen d'une hormone de croissance provenant de deux autres variétés de poisson qui le fera grossir deux fois plus rapidement que la normale au cours des deux premières années. Il consomme beaucoup plus de nourriture et doit être nourri avec du poisson sauvage de l'océan. Il y a donc d'énormes enjeux liés à l'environnement et à la santé.

Nous sommes ici pour vous parler du rôle que, à notre avis, les élus comme vous doivent jouer à la Chambre des communes en ce qui concerne cette question. Ce rôle est crucial.

**Mme Mary Boyd:** Des organisations de médecins et de docteurs en environnement s'interrogent sérieusement sur toutes les implications inconnues des aliments génétiquement modifiés, y compris le poisson. Par exemple, l'hormone de croissance utilisée pour le saumon, l'hormone IGF-1, est associée à certains cancers. Il y a un risque.

De nombreux médecins ont signalé des cas d'inflammation du système digestif chez certaines personnes, maintenant que nous mangeons des aliments génétiquement modifiés — souvent sans le savoir et non pas en toute connaissance de cause.

Ils ont parlé de l'augmentation des cas d'allergies. De plus, il faudra probablement utiliser encore plus d'antibiotiques avec ces saumons qu'avec ceux élevés sur la terre ferme parce qu'ils vont manger jusqu'à cinq fois plus de nourriture. Ils sont très agressifs. Par conséquent, ils auront probablement besoin de plus d'antibiotiques. Et nous allons ingérer tout ça. Quelles en seront les conséquences pour nous, pour notre réaction future aux antibiotiques? Cela soulève de nombreuses questions du genre. Pensons aux bébés et aux enfants qui commenceront maintenant à manger cette nourriture. Comment se porteront-ils à notre âge?

De telles questions nous font réaliser que, en tant que consommateurs, nous sommes en train de devenir des cobayes. Auparavant, dans notre pays, on observait un principe de précaution: on ne mettait pas en marché un produit avant de confirmer par des tests qu'il était sans risque.

Il n'a jamais été prouvé que ces aliments-là sont sans risque. Or, ils sont sur le marché, alors que faire? Va-t-on attendre que nous tombions tous malades, puis essayer de nous guérir? Si la situation continue de s'aggraver, peut-être allons-nous survivre, peut-être pas.

Nous devons nous poser de sérieuses questions.



**Le président:** Merci beaucoup. C'est tout le temps dont vous disposiez.

Monsieur Lobb, vous avez cinq minutes.

**M. Ben Lobb:** Merci, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à M. Keller. Vous avez déclaré dans votre exposé que Genome Prairie existe depuis 11 ans, soit depuis plus longtemps que la série de programmes mis en oeuvre dans le cadre de Cultivons l'avenir. Vous avez certainement participé à l'un d'eux d'une façon ou d'une autre.

Je me demandais si, à la lumière de votre expérience, vous pourriez nous parler de certains points forts et de certains points à améliorer de Cultivons l'avenir.

• (1700)

**M. Wilfred Keller:** Merci.

Je pense que le premier cadre stratégique Cultivons l'avenir, ou Cultivons l'avenir 1, a lancé de nouveaux programmes intéressants, par exemple l'idée de créer des grappes agroscientifiques s'articulant autour de cultures clés comme le canola. Je crois que la première série de tentatives a porté ses fruits, car elle a réuni des groupes de chercheurs — surtout des universités, d'Agriculture Canada et d'autres organisations — en vue de commencer à examiner ensemble certains enjeux communs.

Dans le cadre de Cultivons l'avenir 2, nous aimerions qu'une attention accrue soit prêtée à la façon dont nous pouvons cerner les priorités qui permettront au Canada de demeurer compétitif. C'est la raison pour laquelle nous avons parlé de créer des centres technologiques nationaux qui permettront aux chercheurs canadiens d'être compétitifs en ce qui concerne les nouveaux ensembles d'outils qui verront très bientôt le jour. De plus, le fait de pouvoir se concentrer sur des éléments précis améliorera la compétitivité du Canada dans les nouveaux marchés qu'on voit émerger à l'étranger.

Je pense que le cadre stratégique a connu un départ raisonnable, mais, au fil de son évolution, il faudra y apporter des améliorations et prêter une attention particulière à certains points.

**M. Ben Lobb:** Dans le cadre de Cultivons l'avenir et, plus précisément, de votre programme, on fait une grande place à la science et à l'innovation. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur la façon dont vous souhaiteriez que l'on procède à ce chapitre dans le cadre de Cultivons l'avenir 2?

Beaucoup de choses ont été mises en oeuvre par le truchement de divers intervenants, qu'il s'agisse d'universités ou de grappes, entre autres. Vous avez dit souhaiter qu'on lance plus d'initiatives du genre ou qu'on fasse fond sur cela. Pourriez-vous nous expliquer la façon dont vous envisagez cela?

**M. Wilfred Keller:** Je vais énumérer quelques points.

Alors que nous commençons à bâtir cette capacité, nous voulons que des efforts soient accomplis au chapitre de la commercialisation et du développement. Nous voulons que les acteurs du secteur privé, particulièrement les petites entreprises, puissent tirer parti des plus récentes technologies grâce aux ressources et au soutien que nous fournirons à ces nouvelles entreprises innovatrices. Ce sera primordial. Nous recommandons fortement que des programmes soient mis en place à l'intention de ce secteur.

Le deuxième point serait de s'assurer que nous pouvons mettre au point des technologies écologiques et renouvelables; en effet, très peu de place et de ressources avaient été consacrées à ce type de technologies dans le cadre de Cultivons l'avenir 1. Il faudrait corriger le tir dans le cadre de Cultivons l'avenir 2. Nous pourrions prendre

comme exemple l'Ontario, où l'on accomplit beaucoup de travail en lien avec les pièces d'auto de remplacement créées à partir de matériaux biologiques. Je pense qu'il s'agirait d'un excellent moyen d'enrichir le cadre stratégique.

Ensuite, nous voudrions qu'il y ait un examen approfondi de nos débouchés et des produits requis par ces organisations. Un bon exemple à cet égard serait le recours au bio-enrichissement pour ajouter des nutriments aux légumineuses par l'implantation de nouvelles cultures — non pas génétiquement modifiées, mais obtenues par le truchement de méthodes d'amélioration classiques — pour assurer une excellente mise en marché de ces produits en Asie, où beaucoup de micronutriments sont lacunaires.

Donc, nous devrions vraiment faire fond sur les stratégies clés qui rendent le Canada plus compétitif.

**M. Ben Lobb:** À un certain moment, nous avons le programme Agri-flexibilité, auquel des groupes comme le vôtre, assurément, auraient pleinement participé.

L'autre élément à prendre en considération, lorsqu'il est question de nouvelles innovations touchant la biomasse ou d'autres aspects d'ordre biologique, est le capital de risque. La capitalisation d'un grand nombre de ces projets constitue un obstacle à tout.

Dans le cadre de Cultivons l'avenir 2, aimeriez-vous voir une sorte de programme ou d'aide visant à poursuivre, comme vous l'avez dit, la commercialisation de ces idées?

**M. Wilfred Keller:** Nous aimerions qu'une initiative du genre soit mise en oeuvre dans le cadre de Cultivons l'avenir 2 ou peut-être d'un partenariat en lien avec le rapport du comité d'experts en R et D qui a été présenté hier, car beaucoup d'attention sera accordée au renforcement de la capacité du secteur privé en matière de R et D. Cela nous permettrait de surmonter un problème, à savoir le fait que les découvertes de nombreux laboratoires publics sont récupérées par des entreprises privées qui ne disposent pas des ressources et de la capacité financière nécessaires pour se rendre au stade où les sociétés de capital-risque et les banques, entre autres, prennent le relais.

Je pense donc qu'il est très important que Cultivons l'avenir 2 reconnaisse ce besoin, surtout pour ce qui est des nouvelles possibilités en matière de produits alimentaires et de produits renouvelables.

**M. Ben Lobb:** Je vous remercie. Vous avez beaucoup de bonnes idées.

**Le président:** Merci. Votre temps est écoulé.

La parole va maintenant à M. Eyking pour cinq minutes.

**L'hon. Mark Eyking:** Merci, monsieur le président.

Je remercie les intervenants de leur présence, particulièrement mes voisins de l'Île-du-Prince-Édouard. Je vis à Cap-Breton, l'île voisine, d'où l'on peut voir la vôtre par temps clair.

Je suis préoccupé par les poissons génétiquement modifiés, bien que ma question porte sur un autre sujet. Je crains que, s'ils s'échappent dans la nature, ils viennent jusqu'à notre île, car le saumon sauvage de l'Atlantique est très important pour nous.

Notre comité s'est rendu à l'Île-du-Prince-Édouard, et je connais beaucoup d'agriculteurs là-bas. J'espérais que le saumon demeure sans OGM, non pas que je sois tout à fait contre les OGM. Il s'agit plutôt pour moi d'une question d'ordre commercial: comme il s'agit d'une région un peu isolée, j'estime que l'Île-du-Prince-Édouard est quelque peu désavantagée en raison du coût des intrants et des frais de transport et de vente. Mais, à mon avis, le fait de se trouver sur une île comme la vôtre offre d'excellentes possibilités pour ce qui est de contrôler les modes de production alimentaire.

Vous êtes juste à côté d'un très gros marché, l'Amérique du Nord, et vous avez un port à Charlottetown. Vous pourriez envoyer plus de produits biologiques et sans OGM, par exemple, vers le marché européen.

Nous avons visité votre abattoir, et on y accomplit tout un travail. Compte tenu de toutes les préoccupations actuelles, surtout aux États-Unis, il y a un engouement non seulement pour les aliments biologiques, mais aussi pour le boeuf sans hormones. Il y a maintenant un intérêt pour le boeuf d'embouche. Je vois de nombreux débouchés pour l'Île-du-Prince-Édouard sur ces gros marchés, mais aussi à l'égard de marché à créneau.

J'ignore s'ils feront la transition un jour ou si les pommes de terre biologiques seraient la solution, mais je vois certainement un potentiel pour le boeuf d'embouche. L'herbe pousse très bien. On n'a pas besoin d'irriguer, à l'Île-du-Prince-Édouard, et je pense que cela poussera très bien. Un jour, on verra ce boeuf d'embouche sur les rayons de Loblaw's et de Walmart, car les gens souhaiteront en acheter.

Alors, comment faire pour concrétiser cette idée? Je suppose que, à votre avis, vous avez perdu le premier round dans le combat pour avoir des cultures sans OGM. Est-ce que ces démarches doivent être menées à l'échelon provincial par votre propre gouvernement? Est-ce que le gouvernement fédéral peut jouer un rôle modeste, ou devrions-nous disposer de programmes qui amélioreront... Et je parle seulement du boeuf d'embouche, car, sur notre ferme, nous en élevons et l'envoyons à votre abattoir, mais nous n'en tirons pas sa pleine valeur commerciale. On nous l'achète moins cher que les bouvillons élevés dans l'Ouest.

Comment surmonter ce problème? Que pourrait faire le gouvernement fédéral pour encourager et aider les éleveurs? Est-ce une question de marketing? De production? De classification? Devrait-on faire participer plus de gens aux missions commerciales?

Je vois un grand potentiel pour l'Île-du-Prince-Édouard à ce chapitre, car votre isolement pourrait jouer en votre faveur. Auriez-vous des commentaires à faire à ce sujet? Que pourrait faire le gouvernement fédéral pour vous aider davantage?

● (1705)

**M. Leo Broderick:** Je vais prendre quelques minutes, puis céder la parole à Mary.

Nous sommes exactement du même avis que vous, et, vous savez, les OGM ont en fait été interdits à l'Île-du-Prince-Édouard le temps d'une journée. Il y a six ans, le comité législatif s'était réuni. Il avait décidé de les interdire, à la lumière ce que la population de l'Île-du-Prince-Édouard... Et des témoins provenant de diverses régions du monde étaient venus comparaître devant le comité. C'était alors la plus grande audience législative de l'histoire de la province, et ça l'est encore aujourd'hui. L'audience a clairement démontré que la population pensait comme vous, que cela risquerait d'entraîner d'énormes répercussions sur l'environnement, sur la santé, sur les marchés et sur tous les aliments de l'Île-du-Prince-Édouard, y compris le boeuf. Or, le lendemain, Monsanto rencontrait deux

membres influents du gouvernement, et, l'après-midi suivant, on décidait que les OGM ne seraient pas interdits à l'Île-du-Prince-Édouard.

Nous maintenons la pression, mais les élus locaux, hormis un ou deux d'entre eux, ont un point de vue bien différent du nôtre en ce qui concerne le bien de notre province. C'est imprudent. On plante actuellement de nouvelles variétés de soja; or, la coexistence de variétés est impossible pour ce type de culture, mais le marché en question est l'Asie. On y envoie des variétés sans OGM. Le marché est énorme. L'hiver, les autres variétés servent à nourrir vos merveilleux boeufs et d'autres animaux qui seront contaminés.

Je pense donc que le gouvernement fédéral, particulièrement Agriculture Canada, devrait écouter les nombreux agriculteurs du secteur des produits naturels et biologiques du pays. Et l'Île-du-Prince-Édouard est justement l'endroit par excellence où entreprendre une nouvelle expérience d'une énorme ampleur qui consisterait à cultiver des aliments sécuritaires, sans pesticide ni engrais chimique, pour que nous puissions avoir du boeuf et d'autres produits sans OGM.

● (1710)

**L'hon. Mark Eyking:** Mais cela doit répondre aux impératifs du marché.

**M. Leo Broderick:** Ce sera le cas, car la population voudra de ce genre d'aliments. Et cela ne concerne pas seulement les gens qui ont les moyens de s'en procurer: nous cherchons à nous doter d'une politique sur la souveraineté alimentaire pour l'ensemble de la province qui procurera à tous, peu importe leur situation financière, un accès à des aliments salubres et de bonne qualité. Nous sommes en excellente position pour mettre en oeuvre une telle initiative à l'Île-du-Prince-Édouard, tout en répondant aux besoins du marché.

Mary, c'est à vous.

**Le président:** Non, votre temps est écoulé, monsieur Eyking. Mais vous pourrez y revenir.

Monsieur Zimmer.

**M. Bob Zimmer:** J'ai une question complémentaire à vous poser à la suite de celle que vous a posée plus tôt mon collègue Ben Lobb. Vous avez donné des exemples de réussite, notamment celui des pièces d'auto. J'aimerais que vous nous donniez des précisions à ce sujet et que vous nous expliquiez ce que vous entendez par là.

**M. Wilfred Keller:** Pour ce qui est des pièces d'auto de remplacement, des appuie-têtes et de ce genre de choses, les fibres provenant de cultures comme le lin et le chanvre font d'excellents biocomposites durables, légers et écologiques. L'Ontario a conclu un partenariat avec le Conseil national de recherches et les groupes de fabricants automobiles afin d'améliorer ces cultures et d'accroître leur utilisation.

Le groupe ontarien Agri-Food Technologies Incorporated encourage fortement l'utilisation de ces produits de fibres naturelles dans la fabrication de toutes sortes de biens, des boîtes de rangement jusqu'aux pièces d'automobiles.

L'utilisation d'huiles végétales pour faire des tableaux de bord ou encore des mousses de polyuréthane entrant dans la fabrication d'appuie-tête constitue un autre segment important. Une grande entreprise de l'Ontario songe à utiliser de tels produits naturels.

Bien sûr, les polymères et les matières de revêtement produits à partir d'huiles de lin ou de colza sont depuis longtemps utilisés comme des ressources biorenouvelables, et il y a un intérêt croissant pour un réexamen des possibilités qu'ils offrent et pour un élargissement de leur utilisation.

L'huile de lin est utilisée dans de nombreux endroits comme revêtement de voies d'accès pour autos. Dans la peinture, un produit spécial dérivé du lin empêche les graffitistes de vandaliser les murs.

Il existe donc une vaste gamme de produits environnementaux intéressants, et plusieurs provinces jouent un rôle actif dans ce secteur. Assurément, le Manitoba et l'Ontario sont du nombre.

**M. Bob Zimmer:** J'ai une question pour Mary Boyd et Leo Broderick.

Je voudrais en savoir un peu plus sur votre organisation, la P.E.I. Health Coalition, et savoir si vous êtes affiliés avec de grandes associations canadiennes.

**Mme Mary Boyd:** Comme son nom l'indique, la P.E.I. Health Coalition est une coalition formée de nombreux groupes, y compris des organisations communautaires, syndicaux et de santé. Nous faisons partie de la Commission canadienne de la santé, par exemple.

**M. Bob Zimmer:** Êtes-vous également affiliés avec un syndicat canadien?

**Mme Mary Boyd:** À l'échelon local, oui: avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada, le SCFP, le syndicat provincial des travailleurs, la fédération des travailleurs et le syndicat des infirmières et infirmiers.

**M. Bob Zimmer:** Nous avons fait des recherches sommaires, et j'ai constaté que vous étiez affiliés avec les Travailleurs et travailleuses canadiens de l'automobile. Vous avez omis de le mentionner.

**Mme Mary Boyd:** Nous ne sommes pas directement affiliés avec eux à l'Île-du-Prince-Édouard parce que c'est un petit groupe sur l'île, mais nous envisagerons peut-être, un jour, une affiliation officielle avec eux.

**M. Bob Zimmer:** En fait, j'ai cherché votre coalition sur Google et je suis tombé sur la page Web des Travailleurs et travailleuses canadiens de l'automobile, où figuraient vos noms. Je suppose donc que vous êtes affiliés avec eux, mais que vous l'ignorez.

**Mme Mary Boyd:** Oh. Cela aurait du sens.

**M. Leo Broderick:** Nous sommes affiliés avec eux.

Je suis affilié avec le Conseil des Canadiens.

**M. Bob Zimmer:** Wilfred, vous aviez mentionné que bien des bonnes idées sont mises en oeuvre. Y a-t-il des exemples d'idées déjà utilisées dans le secteur privé, par exemple dans le secteur des pièces d'autos? Est-ce quelque chose qui est actuellement utilisé?

**M. Wilfred Keller:** Outre les pièces d'auto de remplacement et le secteur des carburants, des entreprises fabriquent et vendent des produits à base d'oléagineux servant à enlever l'asphalte. Milligan Bio-Tech, entreprise de la Saskatchewan, utilise des graines de canola congelées de qualité inférieure pour faire ces produits. Elle fabrique de l'huile dégrippante et antirouille. Voilà un exemple de produits où l'on utilise déjà activement de telles innovations.

• (1715)

**M. Bob Zimmer:** Je pense qu'il s'agit du genre de réussites qui nous encouragent à élargir ces marchés pour l'agriculture. Merci.

**M. Wilfred Keller:** J'ajouterais que la science et son développement sont très importants. Pensons à la révolution verte. Des gens

pensaient qu'on allait devoir abandonner l'Inde et que des centaines de millions de personnes mourraient de faim, mais la science a alors grandement aidé la société en implantant de nouvelles cultures au rendement supérieur. Il faut savoir que les cultures GM ont été testées et sont sécuritaires. N'oublions pas qu'il existe seulement trois variétés de cultures génétiquement modifiées au Canada et qu'elles sont sécuritaires. Dans bien des cas, on les cultive depuis près de 20 ans.

Un des meilleurs moyens d'étudier leurs répercussions consiste à examiner la valeur de cette technologie à la lumière de ce que les producteurs de canola ont fait dans l'Ouest canadien. Il en a résulté une grande économie de carburant. Une rotation culturale améliorée a permis de réduire considérablement l'érosion. Les rendements et les revenus des agriculteurs ont augmenté. Les agriculteurs de l'Ouest canadien n'ont jamais été contraints de faire pousser du canola GM; ils l'ont bien vite adopté parce qu'il leur offrait un avantage.

Il faut être très prudent au moment de dire que ces cultures ne sont pas sécuritaires. Elles le sont bel et bien. Il faut faire tous les efforts possibles pour assurer une coexistence. Je conviens que nous devons certainement nous doter des meilleurs outils et que les cultures biologiques, classiques et autres peuvent coexister. Nous disposons d'une merveilleuse industrie des légumineuses sans OGM. Je ne suis pas certain qu'il serait logique d'interdire les OGM, car il faudrait alors éliminer l'insuline et le fromage, puisque ce sont des produits GM.

Voilà entre autres ce que je pense.

**Le président:** Merci.

Monsieur Rousseau, vous avez cinq minutes.

[Français]

**M. Jean Rousseau (Compton—Stanstead, NPD):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Ma question s'adresse à Mme Boyd et M. Broderick.

Dans un marché où la culture génétiquement modifiée prend de plus en plus d'ampleur, quelle place, selon vous, la culture biologique devrait-elle prendre dans Cultivons l'avenir 2? Autrement dit, quelles politiques devrait-on préconiser afin de s'assurer qu'il y a une culture biologique saine, ce qui est de plus en plus en demande, surtout dans les régions rurales? Quel type de programmes devrait-on préconiser?

[Traduction]

**Mme Mary Boyd:** Nous devons mettre en place un soutien et des mesures incitatives pour aider les gens à devenir agriculteurs et à se lancer dans l'agriculture biologique. C'est très important.

À l'Île-du-Prince-Édouard, où je vis, je suis entourée de fermes biologiques. Il s'agit de petites fermes qui produisent surtout du soya. Les gens de la région ont également des potagers biologiques. C'est formidable. À ce temps-ci de l'année, lorsque les récoltes sont presque à maturité, ces agriculteurs n'ont pas besoin de chercher des marchés où vendre leurs produits: les gens vont directement les voir pour en acheter. Les aliments biologiques sont très populaires, et les consommateurs les adopteraient sans hésiter.

Le problème, c'est que les agriculteurs biologiques n'ont pas la vie facile. Le prix de leurs aliments tend à être élevé parce qu'on ne les aide pas assez à les cultiver. Pour changer la donne, il est très important, à ce stade, d'offrir un soutien et des mesures incitatives. La population est très intéressée par les aliments biologiques. Il est temps d'en tirer parti et de fournir aux consommateurs ce qu'ils veulent vraiment.

Bien que notre ami ici présent ait dit que les cultures GM sont sécuritaires, je ne suis pas d'accord avec lui. Cela n'a jamais été prouvé; bien des scientifiques sérieux vous le diront. Il y a beaucoup d'incertitudes, beaucoup de risques. Je ne pense pas que nous devrions induire en erreur les Canadiens et leur faire croire que ce n'est pas le cas.

**M. Leo Broderick:** Aux échelons tant national que provincial, nous avons besoin d'un énorme investissement financier afin d'assurer la transition de l'agriculture industrialisée — à laquelle nous avons fortement recours dans la province et dans d'autres parties du pays — vers une agriculture plus naturelle et biologique.

À mon avis, dans l'avenir, il deviendra impossible de continuer à recourir aux méthodes agricoles actuellement utilisées à l'échelle du pays, et cela est d'autant plus vrai à l'Île-du-Prince-Édouard, où nous dépendons entièrement de l'eau souterraine. Une grande partie de cette eau est contaminée par de l'engrais chimique et des nitrates. De fait, il y a des centaines et des centaines de personnes... Et 50 p. 100 des habitants continuent à s'alimenter en eau au moyen de puits personnels. Or, nombre d'entre eux ne peuvent ni utiliser ni boire cette eau. Certains ne veulent même pas s'en servir pour abreuver leurs animaux.

L'agriculture industrialisée a très peu d'avenir au Canada et ailleurs dans le monde. Cette forme d'agriculture est hautement contrôlée par de grandes sociétés. Je pense que les élus doivent prendre du recul et se soustraire à l'influence du lobby puissant du secteur privé. Voilà ce que nous devons faire.

À l'Île-du-Prince-Édouard, notre rêve est de pratiquer une agriculture tout à fait naturelle et biologique. Nous devons adopter des politiques qui nous aideront à effectuer cette transition au lieu de simplement formuler des vœux pieux et de parler de temps à autre d'y consacrer quelques dollars. Trop peu de fonds sont investis pour assurer la transition vers l'agriculture biologique dans ce pays — qu'il soit question de l'Ouest, de l'Ontario ou de l'Est. Dans des régions comme l'Île-du-Prince-Édouard, en particulier, on ne peut assurer la pérennité de l'agriculture si l'on continue à faire une utilisation intensive d'engrais, de pesticides et d'autres intrants. Le manque de combustibles fossiles va peut-être nous forcer à agir, mais l'agriculture biologique, c'est l'avenir.

• (1720)

**Le président:** Il vous reste une minute.

**M. Jean Rousseau:** J'ai une question brève pour M. Keller.

À votre avis, est-ce que ces deux types d'agriculture, soit l'agriculture industrialisée et l'agriculture biologique, pourraient coexister au Canada?

**M. Wilfred Keller:** Je pense qu'elles peuvent coexister. Nous devons élaborer de nouvelles procédures de recherche ainsi qu'acquérir les connaissances et concevoir les technologies nécessaires pour leur permettre de coexister. M. Van Acker a parlé d'une importante conférence sur la coexistence à Vancouver. Il y aura un dialogue des plus utiles concernant cette question.

Certaines techniques analytiques peuvent être utilisées pour déceler la présence de faibles concentrations de matières génétique-

ment modifiées. Nous devons nous efforcer de faire accepter ces faibles concentrations, car il va toujours arriver que des choses se mélangent en cours d'expédition ou de transport — même des souches biologiques. La vie est ainsi faite. Nous devons aussi soutenir Agriculture Canada et le mouvement international pour la tolérance de faibles concentrations de matières génétiquement modifiées ainsi que d'autres composantes non dangereuses, et nous devrions permettre le commerce et le transport de ces produits. Cela contribuerait grandement à assurer une saine coexistence.

**Le président:** Merci beaucoup.

La parole va maintenant à M. Hoback. Vous avez les cinq dernières minutes.

**M. Randy Hoback:** Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins d'avoir comparu cet après-midi.

Je dois dire que je suis stupéfait aujourd'hui, car j'ai entendu un excellent témoignage de M. Keller et beaucoup de oui-dire et de commentaires infondés de la part de nos deux autres collègues.

Si je me fie à ce que vous avez dit, votre proposition aurait pour seule conséquence d'affamer la population mondiale. Si la planète passait du jour au lendemain à l'agriculture biologique et faisait ce que vous suggérez, cela reviendrait à laisser les Prairies se faire envahir par l'herbe. Cela reviendrait à laisser tous les agriculteurs des Prairies disparaître, car ils n'arriveront pas à gagner leur vie.

Vous parlez contre le commerce, mais, faute de commerce, on n'aura jamais une économie fondée sur l'agriculture dans l'Ouest. Vous aurez peut-être votre belle petite ferme à l'Île-du-Prince-Édouard que vous pourrez admirer de l'autre côté de la vallée, mais il n'y aura jamais de secteur agricole florissant dans l'Ouest canadien. Vous ne parviendrez jamais à nourrir la planète avec vos politiques, et c'est pourquoi je suis très déçu aujourd'hui, car nous préparons Cultivons l'avenir 2 et les politiques que nous devons mettre en place. Nous avons discuté avec des représentants du secteur de l'agriculture biologique afin de savoir ce que nous pourrions faire pour atténuer leurs préoccupations en matière de coexistence, mais vous n'en parlez même pas. Vous parlez du contraire. Vous ne voulez même pas que l'agriculture commerciale existe.

Vous dites que tout le monde est à la solde des grandes sociétés. Or, j'ai une centaine de voisins qui ne seraient pas du tout d'accord avec vous. Je ne pense pas que vous ayez déjà visité une ferme dans l'Ouest canadien. Je ne pense pas que vous ayez déjà visité une ferme en Saskatchewan. Vu vos propos, il est clair que vous ne comprenez pas comment fonctionne l'agriculture.

Je suis pantois. Comment avez-vous réussi à vous faire inviter par le comité? Au lieu de l'agroalimentaire, vous avez parlé de poissons et d'oeufs de poisson. Comme on l'a dit, le comité des pêches serait peut-être une tribune convenable où soulever ces points, mais ici, devant le comité de l'agriculture, où nous discutons de la prochaine génération de politiques agricoles, ça ne l'est pas. Je suis très déçu et frustré de voir ce qui s'est produit ici aujourd'hui devant le comité de l'agriculture. Je pensais que l'on filtrait un peu mieux les témoins.

Je vais donc interroger M. Keller, qui semble avoir l'approche la plus raisonnable en ce qui concerne les démarches que nous devons entreprendre au cours de la prochaine série de pourparlers sur l'agriculture.

Monsieur Keller, j'aimerais examiner de près le secteur des biotechnologies et les mesures que nous devons prendre pour le soutenir afin qu'il se développe. Quelles seraient vos trois principales recommandations à cet égard, par ordre d'importance?

• (1725)

**M. Wilfred Keller:** Merci.

Je pense qu'il faut s'assurer d'avoir la capacité de mener des recherches dans le secteur agroalimentaire...

**M. Leo Broderick:** [Note de la rédaction: inaudible]

**M. Randy Hoback:** Monsieur Broderick, pourriez-vous me montrer un peu de respect? Je suis un élu. J'ai tout à fait le droit de dire ce que je dis. J'ai droit à mes cinq minutes de temps de parole.

**M. Alex Atamanenko:** Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

**M. Randy Hoback:** Il doit me montrer le respect que je mérite.

**M. Alex Atamanenko:** J'invoque le Règlement.

**Le président:** Rappel au Règlement, monsieur Atamanenko.

**M. Alex Atamanenko:** Je pense que le respect doit être réciproque, Randy. Nul besoin d'insulter les témoins et de se montrer irrespectueux à leur égard.

**M. Randy Hoback:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**M. Alex Atamanenko:** Ils ont le droit de venir s'exprimer ici, et nous pouvons leur poser des questions de façon respectueuse.

**Le président:** Oui, mais...

**M. Randy Hoback:** Ce sont mes cinq minutes.

**Le président:** Oui. Je n'ai pas vu ce qui a vexé M. Hoback, car je parlais au greffier. Mais...

**M. Randy Hoback:** Je le répète, je cherche des idées constructives qui nous aideront à aller de l'avant. Ils n'ont formulé aucune idée constructive. Ils n'ont fait que parler de l'agriculture des années 1930. Je suis désolé, mais les années 1930 sont derrière nous, et nous sommes rendus ailleurs.

**Le président:** Revenons à M. Keller. Veuillez répondre à la question de M. Hoback, s'il vous plaît.

Merci.

**M. Wilfred Keller:** Je vais mentionner trois points.

Premièrement, de façon générale, Agriculture Canada et le Canada devraient souligner le plus possible, grâce à Cultivons l'avenir 2 et à d'autres moyens de diffusion, l'importance du secteur agroalimentaire dans la société canadienne. Ce secteur joue un grand rôle et en jouera un d'autant plus grand en ce qui concerne notre capacité de tirer notre épingle du jeu dans le marché asiatique. Nous devons donc nous doter des outils les plus innovateurs qui soient et, en particulier, mettre en oeuvre la suggestion que nous avons faite concernant les centres technologiques d'innovation afin de renforcer les grappes dont nous disposons déjà. Nous avons parlé du centre d'innovation sur les végétaux permettant d'analyser rapidement les plantes. À mon avis, c'est un aspect important.

Deuxièmement, nous traversons une période riche en possibilités, compte tenu de la diversification, des changements majeurs apportés à la recherche sur le blé au sein du Conseil national de recherches du Canada, par exemple, et des changements qui seront éventuellement apportés à la Commission canadienne du blé. À mon avis, il s'agit là d'une formidable occasion de commencer à chercher de nouveaux

produits et aspects sur lesquels nous pouvons nous concentrer en vue de tirer profit des marchés émergents, car nombre d'entre eux veulent des produits canadiens de haute qualité.

Troisièmement, dans un autre ordre d'idées, nous devons nous assurer que le processus est fluide. J'entends par là qu'il faut rationaliser les règlements, faire tous les efforts possibles auprès de ce ministère pour que soient tolérées de faibles concentrations de matières génétiquement modifiées, travailler avec la communauté internationale dans cette visée ainsi que régler les engorgements actuels, qui n'aident en rien la recherche et qui limitent notre capacité d'innover. Pour être compétitifs, nous devons innover.

Voilà les trois recommandations que je formulerais.

**M. Randy Hoback:** Et puis, à mesure que nous allons de l'avant et que nous examinons les plus récentes technologies et innovations, que pouvons-nous faire pour nous assurer que ces innovations se rendent jusqu'au marché? Que devons-nous faire pour appuyer ces innovations au fil des étapes les menant jusqu'aux champs des agriculteurs?

**M. Wilfred Keller:** Je pense qu'il faut agir à deux niveaux, surtout s'il est question de cultures. Par exemple, nous devons certainement accroître la capacité de tirer parti sur le terrain des découvertes faites en laboratoire. Cela signifie que nous devons améliorer notre capacité d'amélioration des plantes à la lumière des progrès récents et créer de nouvelles variétés. Je fais allusion non pas aux plantes GM, mais à notre capacité de tirer profit de la génétique et d'améliorer ainsi les récoltes au moyen des outils existants.

Les technologies génomiques sont maintenant chose courante. Le séquençage génomique sera essentiel pour l'amélioration des cultures et deviendra une pratique courante. Nous devons prendre rapidement les moyens qui s'imposent afin de communiquer ce savoir aux entreprises et aux programmes de sélection, qu'il soient publics ou privés.

Et, à mon avis, il faudrait accorder le plus de fonds et de soutien possible aux petites entreprises qui font preuve d'innovation. Nous avons des entrepreneurs formidables au Canada. Il faut qu'ils aient des chances égales de mettre en valeur leurs produits et leurs idées. Donc, tout ce qui peut être fait grâce à Cultivons l'avenir 2 et grâce à la création d'un nouvel organe de financement conforme à la recommandation figurant dans le rapport du comité d'experts en R. et D. contribuerait grandement à la compétitivité de nos entreprises sur la scène internationale. Nous pourrions voir des produits canadiens être distribués partout dans le monde, car nous faisons d'excellents produits alimentaires.

• (1730)

**Le président:** Merci. Votre temps est écoulé. Et c'était la dernière intervention.

Je remercie les témoins d'avoir comparu aujourd'hui.

Je vous rappelle qu'une réunion à huis clos se tiendra dans cette salle à 17 h 45, alors ceux qui ne sont pas concernés devraient partir.

Merci beaucoup.

Nous nous reverrons jeudi.

La séance est levée.





**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5  
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943  
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

### SPEAKER'S PERMISSION

---

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5  
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943  
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757  
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca  
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>